

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR L'ENVIRONNEMENT**



**RAPPORT
ANNUEL
2015**



© Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2016

Publication : Rapport annuel du PNUE 2015

ISBN : 978-92-807-3518-5

Job No : DCP/1938/NA

* Tous les montants en dollars (\$) sont en dollars américains.

Cette publication peut être reproduite en entier ou en partie et sous n'importe quelle forme pour des fins éducatives ou pour des buts non lucratifs, sans permission spéciale du détenteur du droit d'auteur, à condition d'inclure la provenance de l'article. Le PNUE apprécierait recevoir une copie de toute publication utilisant ce document comme source. Cette publication ne peut être vendue ou utilisée pour aucun autre but commercial sans la permission écrite préalable du PNUE. Les désignations employées et les supports présentés dans cette publication n'impliquent aucune prise d'opinion de la part du Programme des Nations Unies pour l'Environnement quant au statut juridique d'un quelconque pays, territoire, ville ou zone ou de ses autorités, ni quant à la délimitation de ses frontières et limites.



Le PNUE encourage les pratiques écologiques, dans le monde entier et au sein de ses propres activités. Ce magazine est imprimé sur du papier provenant de forêts gérées de manière durable et comprenant des fibres recyclées, sans chlore. Notre politique de distribution vise à limiter l'empreinte écologique du PNUE.



Photo de couverture prise par Tatiana Clauzet

Photo prise dans le Cerrado, une vaste éco-région située dans la savane tropicale du Brésil, montrant une termitière bioluminescente. Le phénomène résulte de la nidification des larves de lucioles dans les trous de la termitière afin d'attirer les termites ailés qui sortent alors de leur abris.

SOMMAIRE

UNE VICTOIRE POUR LE CLIMAT A PARIS	2
MESSAGE DE BAN KI-MOON	3
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2015 VECUS PAR ACHIM STEINER	4
CHANGEMENT CLIMATIQUE	9
DESASTRES ET CONFLITS	15
GESTION DES ECOSYSTEMES	21
GOVERNANCE ENVIRONNEMENTALE	27
PRODUITS CHIMIQUE ET DECHETS	33
EFFICACITE DES RESSOURCES ET PRODUCTION ET CONSOMMATION DURABLES	39
L'ENVIRONNEMENT A L'ETUDE	45
OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE	50
ACCORD MULTILATERAUX POUR L'ENVIRONNEMENT	52
CHIFFRES CLES 2014-2015	54
CONTRIBUTIONS DES DONATEURS	55
CHAMPIONS DE LA TERRE	56
AMBASSADEURS DE BONNE VOLONTE	58
MAURICE STRONG	60
EQUIPE DIRIGEANTE DU PNUE	61



UNE VICTOIRE POUR LE CLIMAT A PARIS

Le 12 décembre 2015, lors de la 21^{ème} réunion de la conférence des Parties (COP21) à la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, 195 pays ont adopté l'Accord de Paris, un des accords les plus importants de notre histoire.

Ainsi, les nations ont reconnu la sévérité du changement climatique, les coûts considérables liés et se sont engagés à prendre des mesures pour maintenir la hausse des températures en-deçà des 2°C. Le PNUE œuvre depuis 4 décennies pour soutenir les mesures en faveur du climat – en influençant les décideurs politiques, et en aidant les communautés à travers le monde à s'adapter au changement climatique.

Nous nous réjouissons à la perspective de collaborer avec nos partenaires pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris et d'inciter à des mesures plus larges et conséquentes. Nous atteindrons cet objectif en soutenant le développement des énergies renouvelables et les technologies efficaces en énergie, en encourageant les mesures d'amélioration du rendement énergétique des carburants, en orientant le monde vers des modèles de consommation et de production durables et en aidant les pays à s'adapter au changement climatique.

Lors de la COP21 et de la négociation pour l'Accord de Paris le PNUE a :

Aidé **36 pays** ayant soumis leurs contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN) à élaborer et affiner leurs plans.

Mobilisé les investisseurs institutionnels qui se sont engagés à **décarboniser 600 milliards de dollars** d'investissements (voir page 12 pour davantage de détails).

Contribué à encourager l'annonce de contributions de plus de **10 milliards de dollars pour l'Initiative** pour les énergies renouvelables en Afrique (voir page 12 pour davantage de détails).

Aidé **97 pays** à inclure dans leur CPDN des éléments sur les mesures d'adaptation à l'aide du *Rapport mondial 2014 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation*.

Collaboré avec la Présidence de la COP pour le lancement de l'Alliance mondiale pour les bâtiments et la construction. **22 pays et 60 organisations ont rejoint l'alliance**, que le PNUE coordonnera.

Aidé les pays à établir des liens entre la science des changements climatiques et les politiques (voir la page 11 pour davantage de détails sur l'exemple du rapport *L'écart entre*

Le slogan "décarboniser" est projeté sur la tour Eiffel alors que la communauté internationale trouve un accord universel pour le climat.

© AFP/Charles Platiau

LE PNUE A MOBILISÉ LES INVESTISSEURS IMMOBILIERS QUI SE SONT ENGAGÉS À DÉCARBONISER 600 MILLIARDS DE DOLLARS D'INVESTISSEMENTS

les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions.

Collaboré avec les acteurs non étatiques pour encourager leur engagement, un pilier important de la Présidence de la Cop. Les acteurs non-étatiques sont indispensables pour encourager la réduction des émissions, surtout au cours de ces quatre années précédant l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris.

MESSAGE DE BAN KI-MOON SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU



La fin de l'année 2015 a témoigné d'avancées pour l'être humain et de victoires pour le multilatéralisme : en septembre, avec l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et en décembre avec l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Ces nouvelles priorités mettent en avant une ambition universelle pour l'intégration et la transformation vers un monde meilleur. Les dirigeants du monde entier ont fait la promesse de poursuivre leurs efforts pour une prospérité partagée, la paix, et la collaboration. Ils ont également reconnu l'importance fondamentale de protéger la planète pour atteindre ces ambitions.

Le PNUE, la voix de l'environnement du système des Nations Unies, a joué un rôle essentiel dans l'obtention de ces résultats. Depuis plus de quatre décennies, le PNUE a mis en lumière les travaux scientifiques pertinents et a démontré à quel point un environnement sain qui fonctionne est essentiel pour parvenir à un avenir durable. Le PNUE a fourni de nombreuses solutions aux défis que nous rencontrons, depuis l'atténuation et l'adaptation au changement climatique jusqu'à la transformation des pratiques de consommation et de production non-durables.

Fondamentalement, le PNUE a travaillé en proche collaboration avec les diverses agences des Nations Unies, les gouvernements à tous niveaux, les organisations internationales, la société civile et le secteur privé dans le but d'initier le processus du changement. Une telle collaboration mondiale sera cruciale alors que nous tentons d'atteindre les 17 objectifs de développement durable et de mettre en œuvre l'Accord de Paris. Des mesures prises par tout un chacun, partout, sont nécessaires. Nous devons penser au-delà de nos frontières nationales, des intérêts à court terme et agir solidairement pour assurer le long terme.

Ce rapport annuel présente des exemples de partenariats et de perspectives mondiales indispensables à nos succès futurs. Alors que nous nous attelons à la mise en œuvre des deux programmes de développement, le monde entier peut continuer à compter sur le PNUE pour assurer des vies dignes pour tous sur une planète saine.

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2015 VÉCUS PAR ACHIM STEINER

DIRECTEUR EXÉCUTIF DU PNUE



L'année 2015 restera dans les mémoires comme celle d'un tournant pour les priorités environnementales. La communauté internationale a montré la voie vers la viabilité en adoptant à la fois le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Accord de Paris, Le cadre de Sendai pour la réduction du risque de catastrophe, et le Programme d'action sur le financement du développement d'Addis-Abeba – prouvant ainsi l'existence d'un objectif commun qui nous oriente plus clairement vers un avenir durable.

Avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030, nous avons montré la voie à suivre pour atteindre la viabilité à la fois dans les pays en développement et dans les pays développés. Au même moment, grâce à l'Accord de Paris, les nations ont reconnu que les changements climatiques représentaient une menace pour la sécurité et la prospérité de toutes les sociétés que les pays pourront contrer uniquement à condition d'être unis.

Ces résultats représentent des succès pour le multilatéralisme – que les Nations unies incarnent mieux que toute autre organisation. Ils sont des étapes cruciales pour l'environnement, défendu pendant plus de quatre décennies par le PNUE, qu'il s'agisse de la présentation de travaux scientifiques de pointe avec les évaluations sur l'écart entre les perspectives et les besoins en matière d'émissions ou l'avenir de l'environnement mondial visant à aider les pays à comprendre et à développer leurs solutions politiques et de gestion.

Fait décisif, les objectifs de développement durable intègrent la viabilité environnementale et l'équité sociale tout en œuvrant au progrès économique. Une telle intégration – l'idée selon laquelle la viabilité environnementale n'est pas un obstacle, mais un moteur du développement et du bien-être humain – a été au cœur des travaux du PNUE. Comme vous allez le voir dans ce rapport annuel, des initiatives comme celles des Économie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB) et ProEcoServ continuent de démontrer que la reconnaissance des bénéfices économiques tangibles fournis par les écosystèmes est essentielle à la création d'économies vertes, ne laissant personne de côté et capables de sortir des millions de personnes de la pauvreté.

Ces accords historiques sont une nouvelle opportunité pour l'harmonisation des priorités mondiales. Mais soyons clair : une fois que la nouveauté de ces succès se ternira, nous devons redoubler d'efforts. Par exemple, nous devons trouver le moyen de réduire l'équivalent de 12 gigatonnes de dioxyde de carbone des émissions annuelles d'ici 2030, ce qui nous donnerait une chance réelle de maintenir l'élévation des températures en deçà des 2°C au cours de ce siècle.

Nous pouvons atteindre cet objectif si nous nous concentrons sur des solutions qui encouragent une économie verte : de plus en plus de mesures en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, de la conservation et de l'expansion de la couverture forestière grâce à des initiatives telles que celle de la Réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts (REDD), la bonne gestion des produits chimiques, l'intégration des pratiques de consommation et de production durables à tous les échelons de la société et pour aider les nations à s'adapter aux effets négatifs des changements climatiques, pour n'en citer que quelques uns. Le PNUÉ a montré la voie dans tous ces domaines, en collaboration avec de nombreux partenaires.

LA DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE N'EST PAS UNE CONTRAINTE, MAIS UN MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT.

Une simple vérité est que la finance est centrale à la poursuite de nos aspirations. La bonne nouvelle est que ce message a été largement entendu. Par exemple la communauté internationale s'est engagée en décembre à financer l'Initiative pour les énergies renouvelables en Afrique à hauteur de 10 milliards de dollars. Cette initiative, conduite par les pays africains et soutenue par le PNUÉ ainsi que des partenaires majeurs de la communauté internationale, représente une étape majeure envers l'adoption des énergies renouvelables en Afrique. Cette initiative permettra de fournir de l'énergie propre à des millions d'habitants, de minimiser les émissions de gaz à effet de serre et de réduire la pollution de l'air responsable du décès de centaines de milliers de personnes chaque année. Ce triple avantage de l'accès à l'énergie, des retombées positives sur le climat et sur la santé est exactement le type de résultat que nous devons viser afin d'atteindre nos objectifs. Le secteur privé investit son capital dans un avenir meilleur pour tous.

Par exemple, dans le cadre de la coalition pour la décarbonisation des portefeuilles, conduite par le PNUÉ ainsi que ses partenaires, plus de deux douzaines d'investisseurs institutionnels s'étaient engagés, dès le mois de décembre 2015, à décarboniser plus de 600 milliards de dollars d'actifs gérés. Ces mesures prises par le secteur de la finance, qui ne sont que des exemples parmi de nombreux autres, illustrent que les investissements ont la capacité de soutenir le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris. Désormais, il nous faut mettre les meilleures pratiques en avant afin d'encourager les économies et les marchés classiques à suivre ces exemples, ce que fait le PNUÉ à travers son programme *Enquête : élaboration d'un système financier durable*, qui a publié en 2015 un rapport révolutionnaire expliquant comment exploiter les actifs du système financier mondial en faveur du développement durable.

En cette année charnière, je pourrais citer de nombreux exemples de travaux du PNUÉ qui ont permis d'informer et de faciliter l'évolution rapide de la politique publique, qui à son tour appuie le développement de la technologie, de la finance et des marchés en soutien des objectifs et des priorités environnementales approuvés à l'échelle mondiale. Mais je préfère vous inviter à parcourir ce rapport et à découvrir l'étendue et l'ampleur des accomplissements de cette organisation que j'ai eu le privilège de diriger pendant dix ans. J'espère que cette lecture vous poussera à agir, comme ça a été le cas pour moi, car nous devons tous être incités à tenir les promesses que nous avons faites.

Le PNUÉ travaille en collaboration avec des douzaines d'initiatives mondiales et d'accords multilatéraux, des centaines de partenariats, appuie les gouvernements et les communautés et continuera de s'appuyer sur le succès de l'année 2015. Grâce à sa stratégie à moyen terme et son programme de travail, le PNUÉ s'alignera sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et encouragera la communauté internationale du domaine de l'environnement à en faire de même. Une telle opportunité se présentera en mai 2016, lorsque nous organiserons la deuxième Assemblée des Nations unies sur l'environnement (UNEA 2) au siège du PNUÉ à Nairobi. UNEA 2 se concentrera sur la dimension environnementale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 afin de donner un nouvel élan à la quête d'un environnement sain pour un peuple sain.

Je souhaite exprimer ma gratitude à nos partenaires du monde entier, dont les ambitions, ainsi que le soutien politique et financier, a permis au PNUÉ de faire une différence. Les jalons posés en 2015 sont l'affirmation et la validation de la décision de la conférence de Stockholm de 1972 d'établir, au sein de la famille des Nations unies, un programme dédié à l'environnement, le PNUÉ. Au cours de ces quarante dernières années, beaucoup d'entre nous ont travaillé sans relâche pour faire de cette ambition une réalité. Le PNUÉ a évolué et prospéré dans le cadre d'un « écosystème d'individus et d'institutions » – tels que les Nations unies, les organisations non-gouvernementales, la communauté scientifique et les ministères et les autorités nationales chargées de l'environnement. Le PNUÉ est parvenu à devenir « la voix de l'environnement » grâce au professionnalisme du personnel travaillant pour l'organisation et grâce au leadership des directeurs exécutifs successifs.

J'aimerais saisir cette opportunité pour leur rendre tous hommage ainsi qu'à Maurice Strong en particulier, le premier directeur exécutif du PNUÉ, dont le décès quelques jours avant la signature de l'Accord de Paris, nous est apparu comme un puissant rappel de l'héritage fondamental qu'il a laissé derrière lui, sur lequel nous avons bâti notre travail et les progrès réalisés à ce jour. Ses ambitions, son dévouement, et son engagement pour l'environnement et le développement durable de toute une vie demeurent une source d'inspiration et illustrent la capacité des individus à faire une différence.



Le directeur exécutif du PNUÉ, Achim Steiner, offre au Pape François un éléphant fabriqué à partir de tongs recyclées devant les bureaux économes en énergie du PNUÉ. Le pape François a demandé des mesures en faveur du climat lors de sa visite au siège du PNUÉ. © PNUÉ



20
PAYS

ONT ADOPTÉ DES APPROCHES BASÉES SUR LES ÉCOSYSTÈMES ET D'AUTRES MESURES D'ADAPTATION

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE S'EST ENGAGÉE À VERSER PLUS DE 10 MILLIARDS DE DOLLARS



À L'INITIATIVE POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE SOUTENUE PAR LE PNUE



25



INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS

SE SONT ENGAGÉS À DÉCARBONISER 600 MILLIARDS DE DOLLARS D'ACTIFS GRÂCE À L'INITIATIVE « COALITION POUR LA DÉCARBONISATION DES PORTEFEUILLES »

CHANGEMENT CLIMATIQUE

28
PAYS

SE SONT ENGAGÉS À RÉDUIRE LES RISQUES DE CATASTROPHES NATURELLES, D'ACCIDENTS INDUSTRIELS ET DE CONFLITS

12 000

PERSONNES EN PROVENANCE DE

183 PAYS

ONT PU BÉNÉFICIER



D''UN PREMIER COURS OUVERT EN LIGNE ET DE GRANDE AMPLEUR (MOOC) SUR LES APPROCHES ÉCOSYSTÉMIQUES



POUR LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

PLUS DE 10 000 HABITANTS



DE 20 VILLAGES DIFFÉRENTS ONT PU BÉNÉFICIER DE LA PREMIÈRE RÉCOLTE

DE LA RÉGION DE SEIL GIDEIM

OÙ LE BARRAGE FAVORISE LA RÉPARTITION DE L'EAU DANS LE NORD DU DARFOUR



DESASTRES ET CONFLITS

LE PNUE EST INTERVENU LORS DE PLUSIEURS CRISES ET A APPUYÉ UN PROCESSUS DE RÉTABLISSEMENT APRÈS SINISTRE DANS

22 PAYS -

DONT 10 FAISAIENT FACE À DES URGENCES ÉCOLOGIQUES



17
PAYS

ONT MENÉ À BIEN UNE ÉVALUATION DE LEURS ÉCOSYSTÈMES



58 PAYS

ONT ENCOURAGÉ DIFFÉRENTS SECTEURS À RECOURIR À UNE APPROCHE ÉCOSYSTÉMIQUE



GESTION DES ECOSYSTEMES

LE PROJET INTITULÉ PROECOSERV A ÉVALUÉ À 1 MILLIARD DE DOLLARS LES AVANTAGES ÉCOSYSTÉMIQUES ANNUELS DANS

4 PAYS



32 PAYS
SE SONT ENGAGÉS
À UNE ACTION PLUS FORTE
POUR LA LUTTE CONTRE LE
COMMERCE ILLÉGAL
DE LA VIE
SAUVAGE



21 AGENCES DES
NATIONS UNIES SE
SONT ENGAGÉES À
ADOPTER LA NEUTRALITÉ
CLIMATIQUE DANS
LEURS OPÉRATIONS



**GOVERNANCE
ENVIRONNEMENTALE**

 **15 PAYS**
ONT FINALISÉ LEURS
PLANS-CADRES DES
NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT
PRENANT EN COMPTE
LES PRINCIPES DE
LA VIABILITÉ
ENVIRONNEMENTALE

14 GOUVERNEMENTS,
 **21 ENTREPRISES
ET INDUSTRIES,**
12 ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
ONT ABORDÉ LA
QUESTION DES PRODUITS
CHIMIQUES EN PRIORITÉ



APPROCHE STRATÉGIQUE DE
LA GESTION INTERNATIONALE
DES PRODUITS CHIMIQUES
APPROUVÉE
DANS
184 PROJETS
DANS LE CADRE DU PROGRAMME
DE DÉMARRAGE RAPIDE **108** PAYS



17 PAYS
ONT ADOPTÉ DES
RÉGULATIONS
ENCOURAGEANT
UNE BONNE GESTION



DES PRODUITS
CHIMIQUES
ET DES
DÉCHETS

58 PAYS
DISPOSENT DE
CADRES LÉGAUX ET
RÉGLEMENTAIRES
SUR LA PRÉSENCE
DE PLOMB DANS
LA PEINTURE



**PRODUITS CHIMIQUES
ET DÉCHETS**

140   
PAYS, INSTITUTIONS
ET ENTREPRISES ONT AMÉLIORÉ
LEURS PRATIQUES
DE GESTION ET
LEURS STRATÉGIES
RELATIVES AUX
CHAÎNES
MONDIALES
D'APPROVISIONNEMENT 

**EFFICACITÉ DE
L'UTILISATION DES
RESSOURCES ET
CONSOMMATION
ET PRODUCTION
DURABLES**

8  **9**
PAYS VILLES
ONT PROGRESSÉ DANS
LA MISE EN ŒUVRE
DE POLITIQUES
ENCOURAGEANT LA
CONSOMMATION ET
LA PRODUCTION DURABLE
ET L'ÉCONOMIE VERTE

LES FLUX DE DONNÉES
NATIONAUX EN PROVENANCE
DE **192 PAYS,**

9 COMMUNAUTÉS DE
PRATIQUES COMPTANT PLUS DE
1 500 MEMBRES
AINSI QU'UN PORTAIL DE SUIVI
DES OBJECTIFS DE
DÉVELOPPEMENT DURABLE

**L'ENVIRONNEMENT
À L'ÉTUDE**

LE SYSTÈME DE
RAPPORT NATIONAL
UNEP LIVE
A ÉTÉ PRÉSENTÉ DANS



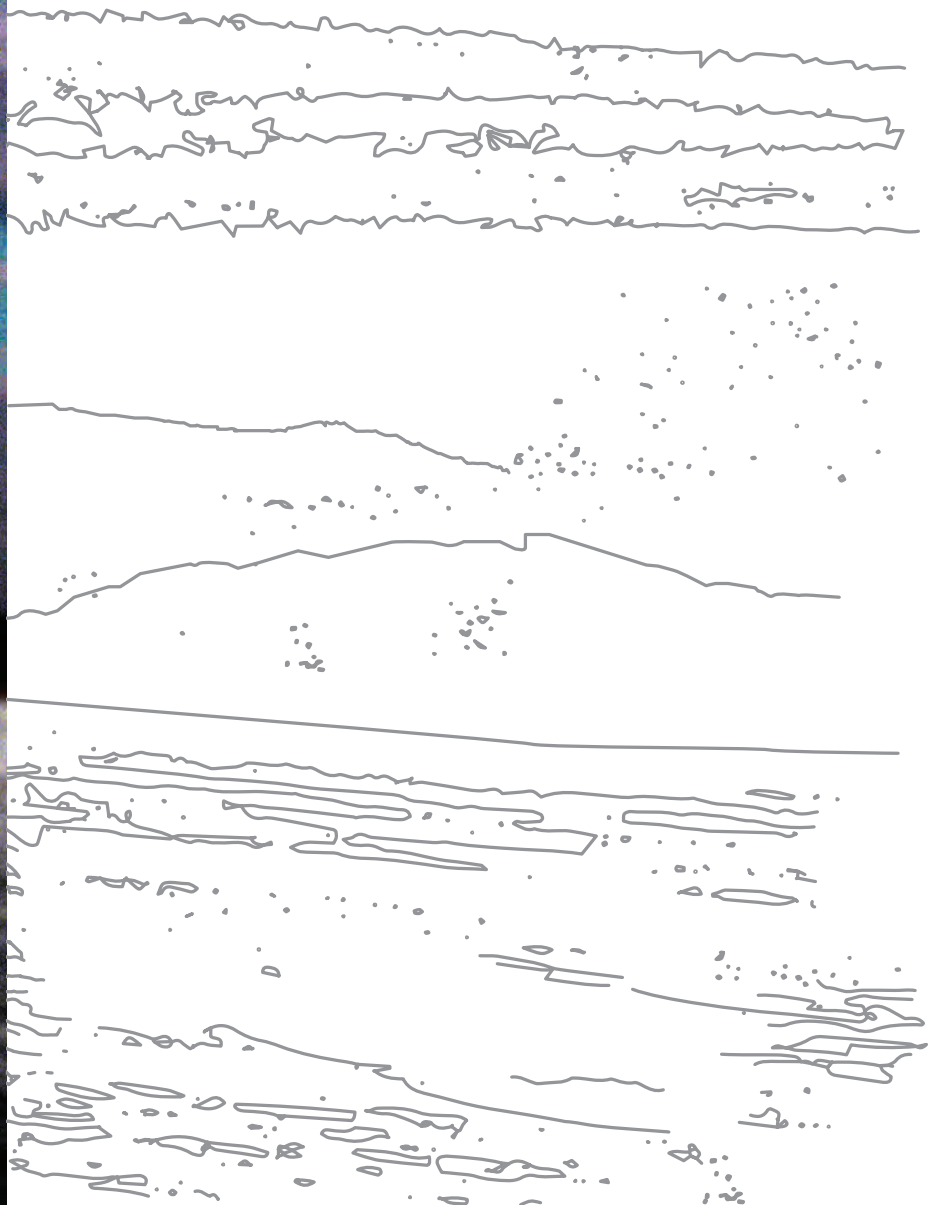
20
PAYS





LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

**MINIMISER L'AMPLEUR
ET L'IMPACT DU
CHANGEMENT CLIMATIQUE**





Le directeur exécutif adjoint du PNUE, Ibrahim Thiaw, s'exprime lors d'un événement organisé par l'Alliance mondiale pour les bâtiments et la construction au cours de la Conférence pour le climat à Paris. © AFP / Loïc Venance

Dans ses travaux pour la lutte contre le changement climatique, le PNUE se concentre sur trois domaines :

- **La résistance aux chocs climatiques** – Soutenir les pays afin qu'ils adoptent des approches écosystémiques leur permettant de s'adapter et de renforcer leur résistance au changement climatique.
- **Une croissance à faible taux d'émissions** – Aider les pays à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, multiplier les mesures encourageant l'efficacité énergétique et réduire la pollution de l'air.
- **REDD+** – Permettre aux pays de saisir des opportunités d'investissement pour la réduction des gaz à effet de serre dues au déboisement et à la dégradation des forêts à l'aide de systèmes de protection sociale et environnementale.

Au cours de la période précédente, le PNUE a dépassé ses objectifs climatiques, grâce à des revenus supplémentaires et des partenariats mondiaux efficaces – ce qui souligne l'importance de l'organisation dans les efforts déployés pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris et des objectifs de développement durables relatifs au changement climatique.

Résistance aux chocs climatiques

Au cours des deux dernières années le PNUE a permis à 20 pays de mettre en œuvre des approches écosystémiques et d'adaptation. Parmi ces pays, dix ont incorporé des approches écosystémiques ainsi que d'autres approches de soutien de l'adaptation dans des secteurs et des plans de développement majeurs portant le total à 19 pays, dont l'Afghanistan, le Bangladesh et la Tanzanie.

Cependant, la mise en œuvre de tels plans exige des financements qui accusent actuellement un certain retard. Selon les conclusions approfondies du second rapport du PNUE sur l'écart entre les besoins et les perspectives d'adaptation, les coûts de l'adaptation sont susceptibles d'être jusqu'à trois fois plus élevés que les estimations actuelles. Le PNUE encourage le recours à de plus amples sources de financement pour l'adaptation et aide les pays à accéder à des financements existants. Le PNUE a assisté 10 pays dans leurs processus d'accréditation au Fonds d'Adaptation : 4 pays (le Costa Rica, le Mexique, la Namibie et le Pérou) ont obtenu leur accréditation et peuvent désormais accéder directement à des financements. De plus, le PNUE a aidé les pays à augmenter la disponibilité de micro financements pour l'adaptation (voir le récit page 13).



Un homme se tient à côté de l'atoll de Toau en Polynésie française. Les Petits états insulaires en développement (PIED) se trouve en première ligne du changement climatique. © AFP / Gregory Boissy

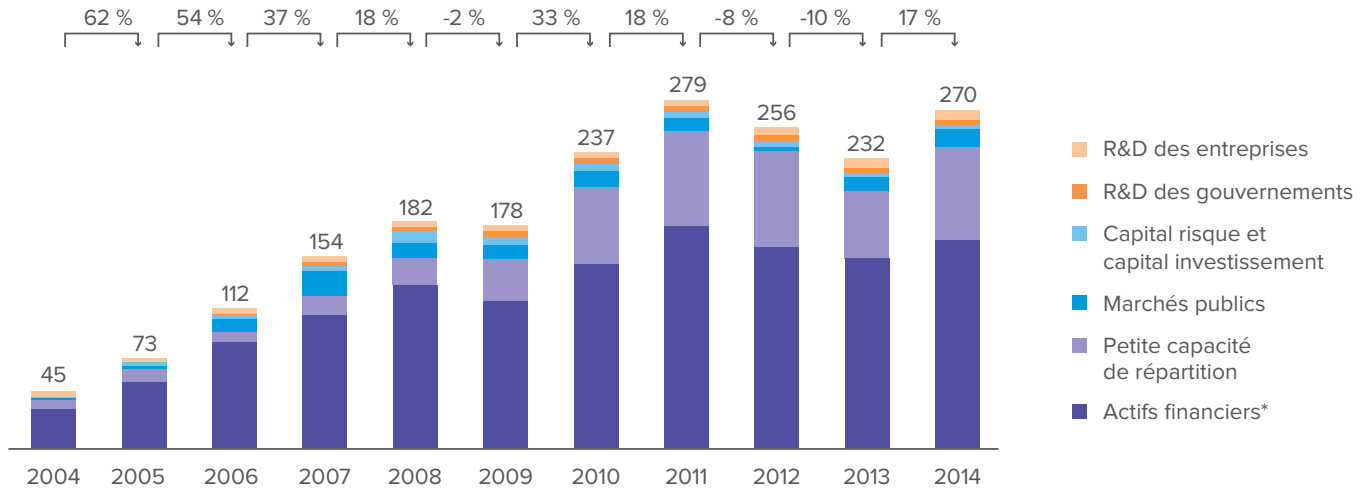
Le Rapport sur l'adaptation mondiale 2015

Le **Rapport sur l'adaptation mondiale** montre que le montant total des financements bilatéraux et multilatéraux destinés à l'adaptation au changement climatique dans les pays en développement en 2014 est estimé à 18,4 milliards de dollars, en augmentation de 8 à 9 % ces 5 dernières années – mais ce montant est bien inférieur aux financements nécessaires d'ici 2030.

18,4
MILLIARDS
DE DOLLARS
DE FINANCEMENT LATÉRAL
ET MULTILATÉRAL SERONT DEDIÉS
À L'ADAPTATION DANS LES PAYS
EN DÉVELOPPEMENT

Les tendances mondiales en matière d'investissements dans les énergies renouvelables de 2015 (en milliards de dollars)

Augmentation :



*Le volume des actifs financiers est ajusté pour le réinvestissement des capitaux propres. Les valeurs totales incluent des estimations pour les marchés non divulgués. Source : PNUE, Bloomberg New Energy Finance

Une croissance à faible taux d'émissions

Le rapport 2015 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'émission, un document ayant eu un rôle majeur dans les négociations de la conférence de Paris sur le climat, s'est penché sur 119 contributions prévues déterminées sur le plan national (CPDN) et cette analyse a été soumise à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Ces engagements, combinés à des mesures existantes pourraient contribuer à éviter 11 gigatonnes d'émissions (GtCO₂e) par an à l'horizon 2030. Cependant, ces engagements ne représentent que la moitié des réductions d'émission nécessaires pour limiter le réchauffement climatique en-deçà de 2°C au cours de ce siècle, limite au-dessus de laquelle de graves conséquences climatiques se feraient ressentir.

Le rapport souligne que l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le secteur des bâtiments, de l'industrie et des transports, ainsi qu'une augmentation de l'utilisation des énergies renouvelables sont cruciales pour combler l'écart. Ces secteurs sont en effet responsables d'environ 40 % de la consommation mondiale d'énergie, le PNUE travaille en collaboration étroite avec ses partenaires et les gouvernements afin d'intensifier l'action dans ces secteurs. Au cours de ces deux dernières années, le PNUE a fourni son soutien à 31 pays dans le but de mettre en œuvre des initiatives visant à améliorer l'efficacité énergétiques ou d'encourager les investissements dans les énergies renouvelables, dépassant ainsi son objectif fixé pour décembre 2015 qui était de venir en aide à 20 pays. En plus des efforts du PNUE, l'aide de partenariats majeurs permet d'étendre la portée des mesures menées par le Programme pour l'environnement.

Le PNUE a appuyé des résultats dans le domaine de l'efficacité énergétique

24 pays ont mis au point leurs stratégies d'éclairage efficaces, avec le soutien de l'initiative en.lighten. Le nombre total de pays prenant part à cette initiative est désormais de 38.

24
PAYS



STRATÉGIE POUR UN ÉCLAIRAGE ÉCONOMIQUE

13 pays sont en train d'adopter des stratégies pour des appareils électriques efficaces dans le cadre du Partenariat pour des équipements et des appareils électriques efficaces, dont l'objectif est un changement à l'échelle mondiale qui pourrait contribuer à réduire 1,25 milliards de tonnes d'émissions et permettre une économie de 350 milliards de dollars par an.

13
PAYS



STRATÉGIE POUR DES APPAREILS ÉCONOMIQUES

Le **Chili, le Kenya, l'Île Maurice et le Viêt Nam**, avec le soutien de l'initiative mondiale pour les économies de carburant, ont adopté des politiques d'efficacité énergétique, portant le nombre total de pays ayant adopté des réglementations en faveur de véhicules plus propres et de l'efficacité énergétique à 11.

10
PAYS



POLITIQUES POUR DES VÉHICULES ET DES CARBURANTS PLUS PROPRES

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Initiatives majeures lancées en partenariat sur le changement climatique

La Coalition 1 Gigatonne

Une coalition réunissant 25 pays et organisations aide les pays à rendre compte des économies effectuées grâce aux énergies renouvelables et aux mesures d'efficacité énergétique. Le premier rapport, lancé à Paris, a démontré la possibilité d'économies de 1,7 gigatonne par an d'ici 2020.

25  PAYS

40  ORGANISATIONS

Coalition pour la décarbonisation des portefeuilles (PDC)

25 investisseurs institutionnels ont rejoint la coalition d'investisseurs engagés à lutter contre le changement climatique grâce à des investissements verts, coordonnée par l'initiative finance du PNUE. Deux des investisseurs les plus importants – Allianz et ABP – ont rejoint l'initiative en décembre 2015. Plus de 600 milliards de dollars d'actifs sous leur contrôle seront décarbonés.

\$  25 INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS

600 MILLIARDS DE DOLLARS D'ACTIFS SOUS GESTION SERONT DÉCARBONISÉS

La Coalition pour le climat et l'air pur (CCAC)

Les 110 partenaires de la CCAC mettent en œuvre des mesures ayant une incidence importante sur la réduction du noir de carbone, du méthane et des hydrofluorocarbones de l'industrie agricole, des briques, du secteur du chauffage, des véhicules diesel, de la production de pétrole et de gaz et déchets solides municipaux. Les membres de la Coalition se sont engagés à investir des dizaines de millions de dollars dans le cadre d'un nouveau plan d'une durée de 5 ans lors de la conférence de Paris sur le climat.

 110 PARTENAIRES

 PLAN QUIQUENNAL

Le Centre et réseau des technologies climatiques (CRTC)

Le CRTC, que le PNUE chapeaute en partenariat avec l'organisation des Nations Unies pour le développement industriel, soutien 10 pays pour relever les défis technologiques climatiques – comme ceux des déchets et de l'efficacité énergétique en Colombie, les technologies réfrigérante en Namibie et à l'Île Maurice et l'éclairage public efficace en République Dominicaine.

10  PAYS SOUTENUS



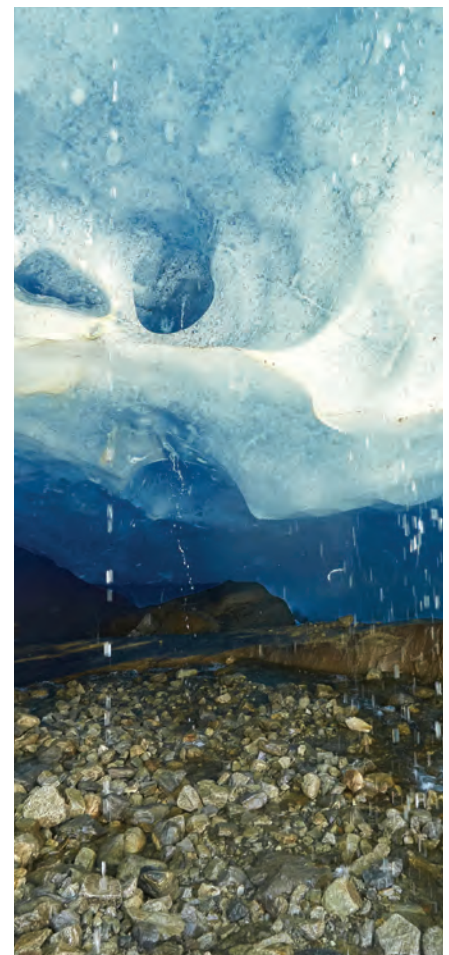
En incluant les 25 membres de la Coalition pour la décarbonisation des portefeuilles, 67 institutions financières se sont engagées à investir dans des technologies propres, dépassant ainsi l'objectif 2015 du PNUE qui était d'atteindre 55 institutions de ce type. De plus, lors de la conférence pour le climat de Paris, la communauté internationale a promis plus de 10 milliards de dollars à l'initiative pour les énergies renouvelables en Afrique soutenue par le PNUE, un plan mené par les pays africains visant à obtenir l'équivalent de 10 000 MW d'énergie renouvelable supplémentaire sur le continent à l'horizon 2020.

Pour davantage d'information sur le travail du PNUE relatif au changement climatique, visitez www.unep.org/climatechange ou suivez le PNUE sur Twitter ou Facebook.

REDD+

Avec l'adoption de la déclaration de New-York sur la conservation des forêts, dont le but est de réduire de moitié le taux de la perte de couverture forestière d'ici 2020 et de l'éradiquer à l'horizon 2030, un élan mondial en faveur de la conservation des forêts s'est fait sentir. L'initiative du programme des Nations Unies sur la Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts dans les pays en développement (UN-REDD) – mise en œuvre conjointement par le PNUE, L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme des Nations Unies pour le développement – a étendu son soutien à un total de 64 pays (à l'origine 48 pays en décembre 2013) afin de les aider à se préparer à l'approche étendue du programme REDD+. 26 de ses pays disposaient de programmes nationaux, la moitié d'entre eux en sont venus à adopter ou développer des stratégies nationales REDD+ en 2014–2015. 20 pays ont entamé le processus de développement, d'adoption ou de mise en œuvre des stratégies REDD+, dépassant ainsi l'objectif du PNUE qui était d'atteindre 15 pays en décembre 2015.

Une prise de vue en-dessous du glacier d'Aletsch à Fiesch, en Suisse, qui s'étend sur 23 km dans les Alpes suisses. Le glacier a reculé d'environ 3 km depuis 1870 et son rythme s'accélère. © Denis Balibouise / Reuters





L'ADAPTATION BASÉE SUR LES ÉCOSYSTÈMES AMÉLIORE LA QUALITÉ DE VIE DES AGRICULTEURS COLOMBIENS

Des années durant, Raul Sarmiento et Margot Quintero, deux agriculteurs originaires de Rionegro en Colombie, ont rencontré des difficultés pour faire face au climat changeant. Auparavant les pluies étaient prévisibles. Mais désormais elles se font rares. Et lorsque les pluies arrivent, c'est souvent sous forme d'orages. Les deux extrêmes endommagent les cultures. Cependant, grâce à un projet de microcrédit destiné à financer les mesures d'adaptation au changement climatique, les époux ont la chance de faire partie des dizaines de milliers d'agriculteurs colombiens qui réussissent à s'en sortir malgré des conditions météorologiques imprévisibles.

Le couple bénéficie de leur troisième emprunt d'un montant de 2000 dollars, accordé par l'organisation Crezcamos, partenaire du projet Microfinances pour l'adaptation basée sur les écosystèmes (MEBa), mis en œuvre par le PNUE et la Frankfurt School en Colombie et au Pérou à l'aide de fonds du gouvernement allemand. Grâce à l'emprunt contracté, Raul a installé un système d'irrigation au goutte-à-goutte qui a permis de renforcer la capacité de leur exploitation à résister à la sécheresse – prouvant que de tels projets sont en mesure d'aider les communautés à s'adapter aux changements climatiques qui s'annoncent et que les réductions d'émissions promises dans le cadre de l'Accord de Paris ne pourront éviter.

« Auparavant, nous perdions environ 50 % de notre récolte mais maintenant seulement 20 % », affirme Margot. « L'an dernier, nous avons connu une sécheresse, mais depuis que le système d'irrigation est en place, nous parvenons à sauvegarder la totalité de notre production. Nous avons récolté plus de 1000 cartons de mandarines, vendus entre 6 et 12 dollars chaque, au marché. »

Le système d'irrigation au goutte-à-goutte ainsi que d'autres mesures basées sur les

écosystèmes, comme l'utilisation d'engrais biologiques, la diversification des cultures et l'agriculture en terrasse améliorent la résistance des petits agriculteurs grâce à un meilleur usage des services rendus par les écosystèmes. Ces mesures permettent également de réduire les coûts de production, d'accroître la productivité et de diversifier les sources de revenus.

Le crédit obtenu par Margot et Raul est un des 3 000 crédits accordé dans le cadre du projet, provenant d'investissements privés d'environ 4,6 millions de dollars pour le financement d'alternatives pour l'adaptation durable. Le projet est en pleine croissance.

Les institutions partenaires se sont engagées à allouer 20 millions de dollars sur les 5 prochaines années, à accorder 24 000 crédits et à former 14 000 clients à l'adaptation basée sur les écosystèmes. Le défi est de reproduire le concept de microfinance pour l'adaptation basée sur les écosystèmes dans l'ensemble des zones rurales vulnérables se trouvant dans les pays en développement, d'améliorer la résistance au changement climatique, et de multiplier les moyens de subsistance des populations afin de parvenir à atteindre le Programme de développement durable 2030. Les partenariats publics-privés comme celui de la microfinance pour l'adaptation basée sur les écosystèmes pourraient contribuer à réduire le déficit mondial actuel de 2 milliards de dollars de fonds nécessaires au financement de l'adaptation.

Carlos Lopez, un fermier colombien, montre ses cultures de laitue endommagées par le manque de pluie. L'adaptation écosystémique peut aider les agriculteurs à renforcer la résistance de leurs cultures aux conditions météorologiques irrégulières. © John Vizcaino / Reuters

Cependant, les projets d'adaptation basés sur les écosystèmes ne seront significatifs que dans les cas où ils seront associés à des politiques encourageant la participation du secteur privé et la mise en œuvre d'options d'adaptation durables et à moindre coût – les preuves réunies par le PNUE appuyant ces conclusions sont de plus en plus nombreuses. Le PNUE travaille en collaboration avec les gouvernements d'Amérique latine afin de promouvoir de telles politiques et s'associe également avec les banques de développement nationales et régionales afin d'exposer ses arguments sur la nécessité de l'adaptation basée sur les écosystèmes pour la création de lignes de crédits spécifiques à la microfinance pour l'adaptation basée sur les écosystèmes.

Selon Raul, un large soutien comme celui-ci est essentiel à la sauvegarde des modes de vie ruraux traditionnels, et sont capables de nourrir la population croissante de la planète.

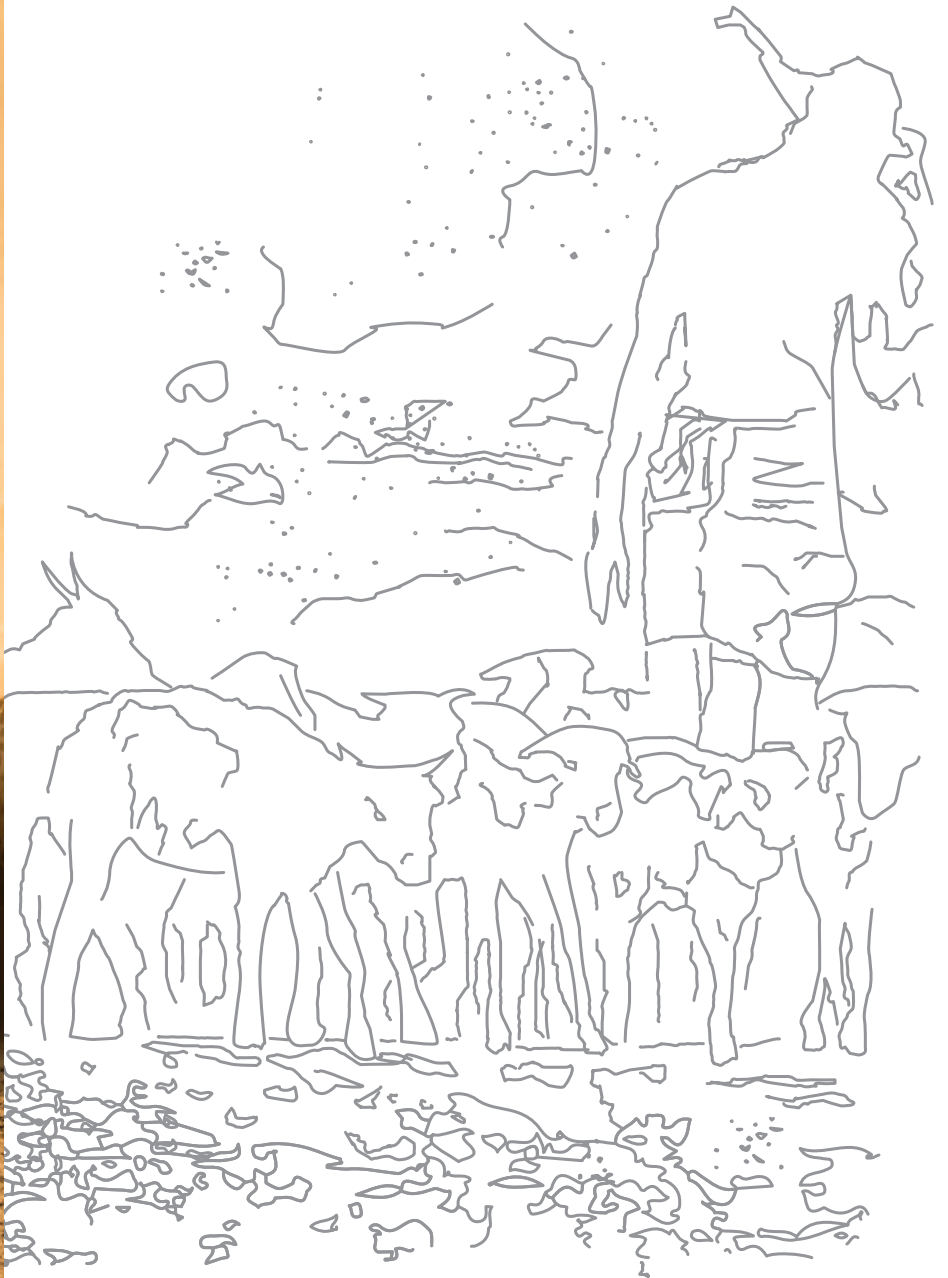
« Nous pensons qu'il serait mieux que les jeunes ne quittent pas la campagne pour la ville. Mais comment peuvent-ils vivre de l'agriculture s'ils ne reçoivent aucun soutien ? », demande-t-il. « Si nous ne trouvons pas de système pour nous aider à produire des récoltes en dépit du changement climatique, comme celui de la microfinance pour l'adaptation basée sur les écosystèmes, les cultures seront perdues. Si l'ensemble des agriculteurs quittent leur exploitation, les gens vont manger leur téléphone portable, c'est comme ça qu'ils se nourriront. »

20 MILLIARDS DE DOLLARS DE FONDS DÉJÀ PROMIS POUR LES 5 PROCHAINES ANNÉES



DÉSASTRES ET CONFLITS

**MINIMISER
LES MENACES
ENVIRONNEMENTALES**



Les travaux du PNUE dans le domaine des désastres et conflits visent à minimiser les menaces envers le bien-être humain dues à la dégradation de l'environnement. Le PNUE se concentre essentiellement sur deux domaines :

- **La réduction des risques** – Améliorer les capacités du pays à recourir à la gestion environnementale afin de prévenir et réduire les risques de catastrophes naturelles, de désastres industriels et de conflit.
- **Intervention et relèvement** – Appuyer les pays aux lendemains d'un désastre ou d'un conflit dans le but d'identifier et de faire face aux risques environnementaux susceptibles d'avoir des conséquences sociales et économiques importantes.

Réduction des risques

Ces deux dernières années, le PNUE est intervenu auprès de 28 pays afin de réduire les risques de catastrophes naturelles, d'accidents industriels et de conflits.

A l'échelle mondiale, un indicateur clé de la réussite du programme est de savoir dans quelle mesure le PNUE peut intégrer les solutions basées sur les écosystèmes en vue de réduire les risques de catastrophe (DRR) et la consolidation de la paix au sein de directives, de politiques et de programmes des Nations Unies élargis. Dix politiques, directives et programmes significatifs des Nations Unies reflètent désormais les meilleures pratiques utilisées pour la gestion durable des ressources naturelles portant son total à 23. Ce chiffre dépasse l'objectif du PNUE qui était de 20 d'ici la fin de l'année 2015. Le PNUE cherche désormais à atteindre la future génération de décideurs politiques grâce à des formations en ligne sur la réduction des risques de catastrophe.

28 PAYS

**ONT RECU L'ASSISTANCE DU PNUE
POUR LA RÉDUCTION DES RISQUES
DE CATASTROPHES, DES ACCIDENTS
INDUSTRIELS ET DES CONFLITS.**



Un meunier à l'œuvre à Les Anglais, Haïti, où un micro-réseau durable fournit de l'énergie pour les ménages et les petites entreprises – une partie du soutien à long terme pour la récupération du tremblement de terre de 2010. © Marc Lee Steed

Principales interventions du PNUE pour appuyer la réduction des risques

Madagascar

Le PNUE a procédé à une évaluation des principaux risques posés par le stockage dangereux d'ammoniac dans un site industriel. Les récipients ont été éliminés en toute sécurité et neutralisés.

Pérou, Thaïlande

La préparation aux urgences a été améliorée grâce à une formation régionale (Asie-Pacifique et Amérique latine) de formateurs dans le cadre de la méthodologie de Sensibilisation et de préparation aux urgences au niveau local (APELL).

Tadjikistan

Offre de formations pour la préparation aux situations d'urgence environnementale, le soutien à la sécurité des barrages, les formations et l'appui pour assurer la gestion sûre des débris et des déchets d'amiante, des formations sur les approches basées sur les écosystèmes pour la réduction des risques de catastrophe (éco-DRR).

L'influence de la politique du PNUE sur la réduction des crises

Qui nous influençons	Quelle influence avons-nous exercée ?	Ce que nous avons fait	En quoi c'est important
Etats membres, les communautés humanitaires et de développement	La cadre de Sendai sur la réduction des risques de catastrophe (SFDRR)	Le PNUE a contribué à garantir que l'environnement soit pris en compte en tant que facteur majeur de la réduction des risques de catastrophes ainsi qu'en tant que solution.	Le cadre de Sendai définit les objectifs des politiques pour la réduction des risques sur les 15 prochaines années.
Les Nations-Unies, La banque mondiale et l'UE	Evaluations des besoins post-catastrophe (PDNA)	Le PNUE a conduit la section environnementale pour l'élaboration des lignes directrices des évaluations des besoins après catastrophe PDNA, y compris une ligne directrice sur les questions environnementales.	Les évaluations des besoins post-catastrophe est le cadre principal utilisée par l'ONU, la Banque mondiale et l'UE pour évaluer les besoins post-catastrophe. La prise en compte de l'environnement devrait pouvoir assurer que les milliards de dollars dépensés pour l'assistance post-catastrophe se fasse de manière plus durables.
Le département de haut niveau des opérations de maintien de la paix de l'ONU	Rapport <i>Unissons nos forces pour la paix</i>	Le PNUE formule des commentaires sur les impacts environnementaux des opérations de paix et sur le potentiel de la technologie verte.	Cet avis de haut niveau va façonner l'avenir des opérations de paix de l'ONU.

Intervention et relèvement

Le PNUE réagit à des situations d'urgence environnementale extrême dans le cadre d'intervention humanitaire. Le PNUE mène également des évaluations post-crise dans le but d'évaluer les dégâts environnementaux et les besoins en matière de relèvement et fournit des orientations aux partenaires impliqués dans le processus de relèvement. Le PNUE est intervenu et a appuyé le relèvement dans 22 pays au cours des deux dernières années – dix de ces situations de crise se sont révélées être des situations d'urgence extrême. Le PNUE a mené des évaluations post-crise ou des évaluations rapides de l'environnement dans 29 pays depuis 2010. Entre 2010 et 2014, 88 % des évaluations pour lesquelles le PNUE a identifié des risques importants ont débouché sur des actions de la part des gouvernements nationaux ou des Nations-Unies afin de réduire ces risques.

ENTRE 2010 ET 2014, DANS

88 %

DES ÉVALUATIONS DÉMONTRANT DE SÉRIEUX RISQUES, DES MESURES ONT ÉTÉ PRISES* POUR RÉDUIRE CES RISQUES.

*PAR LES GOUVERNEMENTS OU L'ONU.



Le PNUE a fourni des conseils au gouvernement du Népal, aux agences internationales, et au système des Nations unies sur le traitement des questions environnementales liées au tremblement de terre, responsable du décès de plus de 8 000 personnes en avril 2015. Le PNUE a également participé à une évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) et élabore actuellement un programme pluriannuel pour soutenir la reprise verte et la résilience environnementale au Népal. © Adnan Abidi / Reuters

Interventions majeures du PNUE en réponse à des situations de crise

Pays	Appui du PNUE	Résultat
Serbie	Évaluation des risques liés aux inondations, aux fuites de produits chimiques et aux glissements de terrain	Des activités de suivi ont été conduites par le gouvernement serbe afin de mettre les recommandations de l'évaluation en œuvre. Des mesures de planification après inondations ont été incorporées au projet régional pour l'adaptation au changement climatique en Europe du Sud-Est.
Îles Solomon	Évaluation des barrages pour les résidus miniers affaiblis par les inondations	Le gouvernement se sert de l'évaluation du PNUE afin d'intenter un recours contre l'ancien propriétaire de la mine. Des plans et l'équipement nécessaires sont désormais opérationnels pour faire baisser le niveau de l'eau.
Ukraine	Relèvement et évaluation post-conflit des besoins dans le cadre de l'équipe de l'ONU avec la CE et la Banque mondiale	L'évaluation a fourni des informations sur le développement du programme de relèvement de Donbas, qui ont servi de base pour l'obtention de 1,4 milliards d'euros d'emprunts.

Exemples d'appui à long terme

Haïti 430 ménages et entreprises ont bénéficié d'un raccordement au réseau électrique et profitent d'électricité fiable et propre dans le cadre d'un projet visant à relier 1 600 ménages au réseau électrique à l'horizon 2016.

 **1 600 FOYERS**

 **CONNEXION AU RÉSEAU ÉLECTRIQUE D'ICI 2016**

Afghanistan Quatre projets majeurs liés à la réduction des risques basée sur les écosystèmes et à l'action climatique ont visé à assurer un renforcement des capacités dans sept départements du gouvernement, et ont assuré un appui dans 35 communautés locales pour des projets de gestion des bassins versants dans quatre provinces.

35 COMMUNAUTÉS LOCALES

 **GESTION DES BASSINS VERSANTS**

Soudan Plus de 10 000 personnes de 20 villages différents ont bénéficié d'une première récolte réussie dans la région du barrage de déversement de Seil Gideim au Nord du Darfour.

 **10 000 PERSONNES**

 **RÉCOLTE DES CULTURES**

Le PNUE fournit des évaluations environnementales au lendemain d'une crise, à la demande du pays ou du système des Nations-Unies, ainsi qu'un soutien à long terme aux pays ayant besoins d'une aide plus soutenue pour consolider leur relèvement, c'est pourquoi l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, Haïti, le Soudan du Sud et le Soudan ont pu bénéficier d'un soutien à long terme.

Pour plus d'informations sur les travaux du PNUE dans le domaine des désastres et conflits, visitez le site internet www.unep.org/disastersandconflicts ou suivez le PNUE sur Twitter ou Facebook.



La beauté naturelle de Bamiyan, en Afghanistan. Le pays travaille en collaboration avec le PNUE sur la prévention des catastrophes basée sur les écosystèmes et pour mettre en œuvre des mesures en faveur du climat. © AFP Photo / AFP



UNE NOUVELLE APPROCHE EN MATIÈRE DE FORMATION EN LIGNE RENFORCE LA CAPACITÉ DE RÉSISTANCE AUX CATASTROPHES

Au cours de ces dix dernières années, le PNUE et ses partenaires ont organisé des formations en présentiel traitant de la question de la gestion des écosystèmes. Ces stages ont permis de former des centaines de personnes dans plus de 40 pays. Néanmoins, ces chiffres demeurent insuffisants pour répondre à la demande et pour résoudre un problème de cette envergure.

En 2015, le PNUE a lancé le premier cours en ligne ouvert et massif (MOOC) portant sur les Catastrophes et écosystèmes. Proposé en collaboration avec l'Université de Cologne de Sciences appliquées, Le partenariat mondial des universités pour la durabilité environnementale et le Partenariat pour l'environnement et la réduction des risques de catastrophes, le cours a compté 12 000 inscrits dans 183 pays. Axé sur l'approche basée sur les écosystèmes pour la réduction des risques de catastrophes (Eco-DRR) et l'adaptation au changement climatique, le cours a pour but de former un million de personnes d'ici les cinq prochaines années et de donner la possibilité à la nouvelle génération de promouvoir un développement durable et résilient. La communauté est en expansion, le groupe Facebook du MOOC compte désormais plus de 10 000 membres et les expériences partagées par les étudiants montrent d'ores et déjà que le changement est en route.

Nkembeteck Henry Nkwa, Cameroun

Une rangée d'arbres arrivés à maturité protégeait la maison familiale de Nkembeteck Henry Nkwa jusqu'au jour où des promoteurs les ont coupés pour refaire la route. Trois jours plus tard, une tempête a endommagé leur maison. L'expérience a alors poussé Nkembeteck Henry Nkwa à en savoir plus sur le rôle de la protection naturelle contre les effets des catastrophes. Nkembeteck Henry Nkwa est étudiant de master à l'institut supérieur du Sahel au Cameroun, spécialisé dans la désertification et les ressources

naturelles. En plus de ses études, il s'est inscrit au cours offert par le PNUE. Le cours l'a incité à créer une organisation communautaire, appelée *La résilience des femmes rurales de Bedrock*, dont le but est de venir en aide aux femmes des milieux ruraux afin d'atteindre une situation financière stable en dépit des effets du changement climatique grâce à la culture d'arbres fruitiers.

« Face au changement climatique, aucun développement ne peut être viable si la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique ne sont pas intégrés au sein de la planification du développement » affirme-t-il.

Heba Anna Philip, Inde

Au cours de l'été 2013, la région d'origine d'Heba Anna Philip, située dans le Kuttanad dans le Kerala, a été dévastée par les inondations. De nombreux habitants ont perdu leurs biens, leur logement, d'autres, leur moyen de subsistance. Suite à ce drame, Heba Anna Philip a décidé de s'inscrire au cours élaboré par le PNUE, qui lui a appris à collaborer avec les communautés afin de réduire les risques de catastrophes. Heba Anna Philip, maintenant élève de 3^{ème}, aide les agriculteurs de sa région à se préparer aux éventuelles inondations, les encourage à investir dans des sacs de culture – des sacs remplis de terre qui permettent de faire pousser des légumes même en cas d'inondation. Un minimum de 25 sacs de culture assurerait la sécurité alimentaire aux ménages pendant les trois mois de fortes pluies et d'inondation. Dans une région comme celle du Kuttanad, la mise en œuvre d'une infrastructure verte, comme l'Eco-DRR et les mesures d'adaptation basées sur les écosystèmes sont des solutions qui fonctionnent.

« Nous espérons pouvoir sensibiliser nos pairs au niveau communautaire – les villageois dont les voix et les requêtes sont le plus souvent ignorées par le gouvernement. » dit-elle.

Les inondations en Inde ont inspiré Heba Anna Philip à s'inscrire au cours du PNUE et en apprendre davantage sur les moyens de se préparer aux catastrophes naturelles.
© Reuters / Rupak De Chowdhuri

Dr. Naeem Shahzad, Pakistan

Suite au tremblement de terre au Pakistan en 2005 et aux inondations en 2010, responsables du décès de dizaines de milliers de personnes, l'Université Nationale des Sciences et de la Technologie (NUST) a mis en place un programme de troisième cycle sur la gestion des catastrophes qui est le premier du genre dans le pays. Le Dr. Naeem Shahzad, un professeur assistant du programme, s'est inscrit au cours du PNUE dans le but d'élargir sa vision globale de la gestion des catastrophes.

« Les interactions avec les experts internationaux intervenant dans ce cours ont contribué à parfaire mon expérience et mes connaissances. » dit-il, « Nous avons appris dans quelle mesure la réduction des risques de catastrophes, l'adaptation au changement climatique et les écosystèmes sont liés. »

Ce cours va avoir des « répercussions à long terme », affirme le Dr Shahzad, les mesures défendues par le programme peuvent être source d'économie, elles sont efficaces et faciles à mettre en œuvre. Le Dr Shahzad souhaite que le cours devienne une matière facultative du programme de master de l'université.

LE COURS A ÉTÉ SUIVI PAR PLUS DE

12 000

PERSONNES DANS 183 PAYS DIFFÉRENTS.





GESTION DES ÉCOSYSTÈMES

**SOUTENIR LE BIEN-ÊTRE
HUMAIN GRÂCE À DES
ÉCOSYSTÈMES SAINS**



Dans son travail relatif à la gestion des écosystèmes, qui revêt une importance particulière par rapport aux Objectifs de développement durable, pour assurer la préservation et la gestion des écosystèmes marins et terrestres de manière durable, le PNUE se concentre sur les domaines suivants :

- **La création d'un environnement propice** – aider les pays à intégrer la valeur et la fonctionnalité à long terme des écosystèmes dans les cadres nationaux de planification et de budgétisation.
- **La productivité des écosystèmes terrestres et aquatiques** – aider les pays à recourir à une approche basée sur les écosystèmes pour la gestion des écosystèmes terrestres et aquatiques.
- **La productivité des écosystèmes marins** – aider les pays à recourir à une approche basée sur les écosystèmes pour la gestion des écosystèmes marins.

Renforcer les connaissances et créer des conditions favorables

Les écosystèmes, des réseaux complexes d'organismes vivants et de ressources naturelles, occupent un rôle crucial dans le bien-être humain et pour la croissance économique, en raison des services qu'ils rendent : la nourriture, l'eau, la pollinisation et la régulation du climat. Ainsi, leur état de conservation sera directement lié aux aspirations de développement durable de la planète. Afin de contribuer à créer un environnement propice à la conservation et pour aider les autorités des pays à comprendre et à préserver ces services, le PNUE assiste les gouvernements à quantifier et à comprendre la valeur des écosystèmes et les conseille sur la meilleure façon d'utiliser ces informations dans leurs processus décisionnels au niveau national.

Ces deux dernières années, 17 pays – sur un total de 61 travaillant en collaboration avec le PNUE sur ce sujet, par le biais de l'Économie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB) – ont finalisé une évaluation de leurs écosystèmes. Sept pays, dont le Guatemala, le Kenya et les États-Unis, ont pu utiliser les données de l'évaluation sur les écosystèmes prioritaires dans leurs processus nationaux de planification et de budgétisation, atteignant ainsi les objectifs fixés pour décembre 2015. Pour un bon exemple illustrant le travail poursuivi, reportez-vous à la section « récit » sur le projet phare du PNUE, ProEcoServ (page 25).



Le Kenya a évalué ses écosystèmes dont la zone de captage d'eau du Mont Kenya photographié ici lors d'un feu de forêt en 2012. © Thomas Mukoya / Reuters

Productivité des écosystèmes terrestres et aquatiques

Le PNUE a soutenu 58 pays où l'approche écosystémique pouvait être utilisée dans différents secteurs. Le résultat de ce soutien a débouché sur le fait que huit pays, au cours de ces deux dernières années, ont entrepris des démarches pour intégrer l'approche écosystémique dans la gestion sectorielle des ressources naturelles, portant le total à 25 pays, conformément aux résultats escomptés.



Le directeur du bureau régional Europe du PNUE, Jan Dusik, parle de l'agriculture en montagne lors de la semaine de la montagne à Milan. © PNUE

**17
PAYS
ONT COMPLÉTÉ
UNE ÉVALUATION
DE LEURS
ÉCOSYSTÈMES**



Le PNUE appuie les pays pour les aider à recourir à une approche écosystémique

Pays	Résultat
Angola	En collaboration avec l'accord de conservation transfrontalière de Mayombe, en Angola – qui sera le pays d'accueil de la Journée mondiale de l'environnement 2016 afin de mettre en lumière la lutte contre le commerce illégal de la vie sauvage – désignation officielle d'une première zone protégée.
Bénin, Burkina Faso, Ghana, Côte d'Ivoire, Mali, Togo	Financements pour la mise en œuvre du Plan d'action stratégique pour le bassin de la Volta sécurisés.
République démocratique du Congo / Rwanda / Ouganda	Signature du traité de Collaboration pour la grande zone transfrontalière du Virunga dont le but est de protéger les gorilles de montagne et les paysages dans lesquels ils évoluent, les communautés qui dépendent de leur survie par le tourisme, au Rwanda, en Ouganda et en République Démocratique du Congo.
Indonésie	L'approche écosystémique a été appliquée à Sumatra afin d'établir un plan d'aménagement et un document pour un paysage stratégique.
Afrique du Sud	A augmenté son investissement pour la restauration du bassin hydrographique de 4 millions de dollars dans la région du barrage de Ntabelanga.

Le Partenariat pour la survie des grands singes réagit aux incendies de Bornéo

Alors que des incendies ont ravagé l'Asie du Sud-Est l'année dernière, le Partenariat pour la survie des grands singes (GRASP) a renforcé son soutien aux populations de grands singes affectées. Ces incendies annuels visent à défricher les terres pour le développement de l'agriculture à Bornéo, où vivent la majorité des 70 000 orangs-outans sauvages. Les incendies ont totalement échappé au contrôle des agriculteurs en raison des conditions météorologiques engendrées par le phénomène El Niño, par conséquent, les orangs-outans ont perdu un tiers de leur habitat.

Les centres de réhabilitation se sont retrouvés submergés par les grands singes rescapés des incendies. La table ronde pour une huile de palme durable a versé la somme de 100 000 dollars au projet du GRASP à Bornéo, utilisée pour le financement de la sauvegarde et de la réhabilitation des orangs-outans, la lutte contre les incendies et des projets de protection des habitats. Les efforts menés à Bornéo ont été récompensés par l'adhésion de deux nouvelles organisations au GRASP en décembre. Orangutan Appeal UK, qui fournit un soutien direct au centre de réhabilitation pour les orang-outan de Sepilok à Sabah et le Programme de conservation des orangs-outans de Gunung Palung, qui implique les communautés

locales et les gouvernements dans les efforts de conservations des populations sauvages d'orangs-outans dans l'Ouest de Kalimantan. Le GRASP compte 21 partenaires depuis 2013, 102 gouvernements, des institutions de recherche, des agences des Nations unies, des organisations de conservation et des partenaires privés déterminés à protéger les grands singes et leurs habitats.

Productivité des écosystèmes marins

Les mesures prises par les pays pour répondre au problème des déchets marins ont considérablement augmentées au cours de ces deux dernières années, notamment grâce à des événements tels que le G7 et les conventions de Barcelone, de Carthagène, d'Helsinki et la convention OSPAR qui conviennent de plans d'actions pour la gestion des déchets marins. A l'échelle nationale et infranationale, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Equateur, le Nigéria, le Panama et les îles Samoa œuvrent à élaborer des plans d'actions pour la gestion des déchets marins.

Le Programme régional des mers du PNUE et le Programme mondial d'action pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres (GPA) sont les principaux instruments auquel le PNUE a recours afin d'aider les pays à intégrer une approche écosystémique dans leurs efforts pour soutenir les écosystèmes marins et côtiers.

Le PNUE a également permis à 14 pays de recourir à une approche écosystémique visant à maintenir les services écosystémiques fournis par les systèmes marins et côtiers. Le Vietnam a lancé sa stratégie nationale de gestion intégrée des zones côtières, et Palau a créé en octobre, la réserve marine de Palau, une zone dans laquelle la pêche ou l'extraction de pétrole seront interdites. Les Bahamas, dont les initiatives ont été appuyées par le PNUE et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) depuis 2009, ont également annoncé la création de 24 nouvelles zones marines protégées et l'agrandissement de trois parcs nationaux existants, ajoutant ainsi 3 millions d'hectares supplémentaires à son système de zones marines protégées et de réserves marines. Les états de Caraïbes ayant signé l'initiative « le défi des Caraïbes » (CCI) se sont mis d'accord sur l'objectif de protéger 20 % de leurs écosystèmes marins et côtiers à l'horizon 2020.

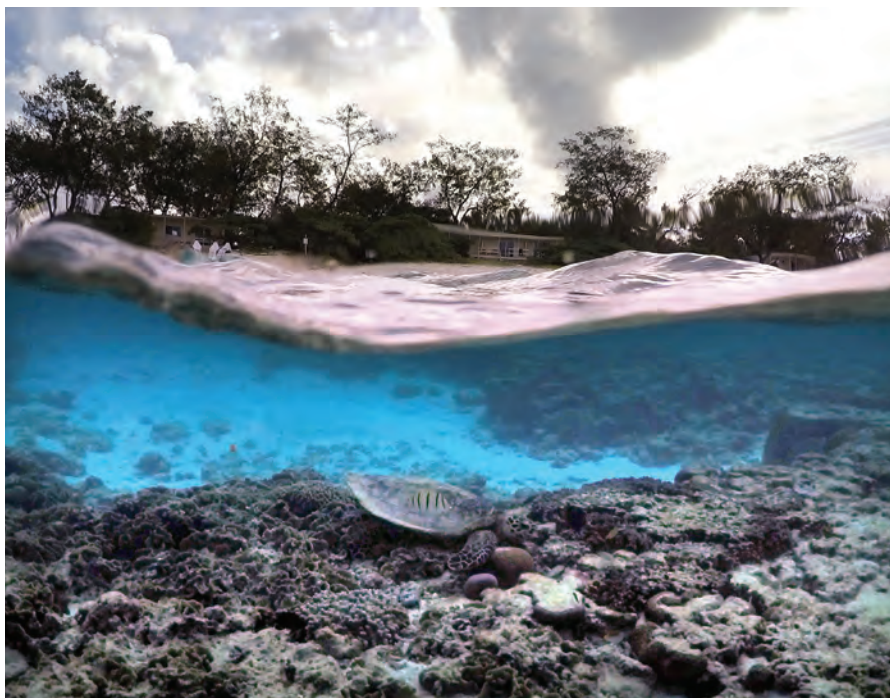
Les plastiques biodégradables ne sont pas une solution

Afin de marquer le 20^{ème} anniversaire du GPA, un rapport a été publié en novembre mettant en lumière les préoccupations concernant la large adoption de produits étiquetés « biodégradables ». Le rapport *Plastiques biodégradables et déchets marins, idées fausses, préoccupations et effets sur l'environnement marin* a montré que la dégradation totale des plastiques se produit uniquement dans des conditions qui ne sont pas réunies dans l'environnement marin. De plus, le rapport montre qu'il existe des preuves suggérant que le fait d'étiqueter des produits « biodégradables » augmente la tendance des consommateurs à jeter des débris.

L'adoption du protocole sur la biodiversité par les parties de la Convention de Téhéran a constitué un autre fait marquant, cette convention oblige en effet les parties à travailler ensemble au-delà des frontières nationales pour la conservation et la restauration de la mer Caspienne. Les gouvernements se sont également mis d'accord sur la nécessité de former un Secrétariat permanent de la Convention placé sous l'administration du PNUE.

Pour davantage d'informations sur les travaux du PNUE sur les écosystèmes, visitez le site internet www.unep.org/ecosystemmanagement ou suivez le PNUE sur Twitter ou Facebook.

**À PALAU,
UNE ZONE DE
500 000 KM²
A ÉTÉ IDENTIFIÉE
POUR DEVENIR UNE
ZONE PROTÉGÉE**



Les écosystèmes marins délicats ont été de mieux en mieux protégés en 2015. © David Gray / Reuters

« LES COMMUNAUTÉS INSULAIRES ONT ÉTÉ PARMIS LES PLUS DUREMENT TOUCHÉES PAR LES MENACES AUXQUELLES FONT FACE LES OCÉANS. LA CRÉATION DE CETTE RÉSERVE NATURELLE EST UN GESTE AUDACIEUX ET LES HABITANTS DE PALAU SONT CONSCIENTS QU'IL S'AGIT D'UNE MESURE ESSENTIELLE À NOTRE SURVIE. NOUS SOUHAITONS MONTRER LA VOIE EN RÉTABLISSANT LA SANTÉ ÉCOLOGIQUE DES OCÉANS POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES. »

PRÉSIDENT DES ÎLES PALAU, TOMMY E. REMENGESAU JR. (CHAMPION DE LA TERRE DU PNUE 2014).



LES PROJETS PROECOSERV CONTRIBUENT À LA CONSERVATION DES ÉCOSYSTÈMES À TRAVERS LE MONDE

La majeure partie de la mangrove vietnamienne se trouve dans la province Ca Mau située dans le sud du pays. La mangrove joue un rôle vital dans le maintien de la santé des écosystèmes, elle fournit également des services à 1,53 millions de personnes.

Néanmoins, ces 30 dernières années, de vastes zones de mangroves – environ la moitié dans le delta du Mékong, selon certaines estimations – ont laissé place à des élevages de crevettes et à d'autres projets de développement. Si cette tendance venait à se poursuivre, cela conduirait à la destruction des mangroves restantes, et entraînerait d'énormes répercussions sur les écosystèmes et les moyens de subsistance.

Cependant, avec l'aide du projet ProEcoServ du PNUE, dont le but est d'incorporer la valeur économique des écosystèmes dans les politiques gouvernementales, les attitudes changent. Le projet, en place depuis quatre ans, a identifié environ un milliard de dollars de bénéfices annuels dans quatre pays – comme les services de rétention des sols évalués à 622 million de dollars à Trinidad et Tobago et permettant une économie de 1666 million de dollars grâce à la réduction des risques basée sur les écosystèmes en Afrique du Sud. A Ca Mau, le projet financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial a démontré que les retombées économiques des 45 523 hectares de mangrove s'élevaient à 2 985 dollars par hectare par an. Cette valeur s'avère beaucoup plus élevée que celle des exploitations telles que les élevages de crevettes.

Les avantages écosystémiques dans la province de Ca Mau

La pêche côtière et l'aquaculture traditionnelle jouent un rôle important pour assurer des moyens de subsistance dans le district de Ngoc Hien dans la province de Ca Mau : l'aquaculture a rapporté 87,5 millions de dollars en 2012. Mais désormais, les éleveurs ont compris que la production allait chuter sans la présence des mangroves, qui fournissent une protection naturelle contre les catastrophes naturelles et les événements météorologiques extrêmes. Au cours du projet ProEcoServ, l'étendue de la zone de mangrove a augmenté de 5,67 %, entraînant une augmentation de la production de l'aquaculture évaluée à plus de 4 millions de dollars.

« Sur mes terres, les zones de mangroves occupent moins des 50 % de la surface terrestre requise. De nombreuses crevettes meurent de maladies, surtout sur les terres qui ne sont pas protégées par la mangrove. J'ai alors compris que les mangroves étaient utiles à l'élevage de crevettes. » Explique l'éleveur de crevettes Van Cong To.

Le projet ProEcoServ a appuyé la planification de l'utilisation des sols à l'échelle de Ca Mau, aidant ainsi à consolider et à protéger les terres consacrées aux mangroves. De plus, le travail de ProEcoServ, mené par l'Institut de la stratégie et des politiques sur les ressources naturelles (ISPONRE), et le ministère des ressources naturelles et de l'environnement au Vietnam, a permis de fournir des contributions pour élaborer la stratégie de croissance verte de 2020, et la stratégie nationale de protection de l'environnement de 2020.

Surakit Laiaddee se tient devant son élevage de crevettes durable en Thaïlande. Les élevages de crevettes ont érodé les forêts de mangrove, mais beaucoup d'éleveurs de la région reconnaissent maintenant les avantages des meilleures pratiques. © Athit Perawongmetha / Reuters

Les concepts gagnent du terrain dans toute la sous-région Bassin du Mékong, une zone économique reliée par le Mékong – regroupant une population de 326 millions de personnes à travers le Cambodge, la République Populaire de Chine, la République démocratique populaire lao, le Myanmar, la Thaïlande et le Vietnam.

« Nous reconnaissons que le capital naturel est au cœur du développement économique, sous-tend un développement durable et ne laissant personne de côté qui assure le bien-être de tous et l'existence de moyens de subsistance dans la sous-région du Mékong, en particulier pour les communautés rurales défavorisées. », ont affirmé les ministres de l'environnement de six pays dans une déclaration commune.

Le travail du projet ProEcoServ apporte des éléments de preuves supplémentaires montrant que les écosystèmes sont cruciaux au développement durable, et permet également de modifier les politiques dans d'autres pays. En Afrique du Sud, le rôle des services écosystémiques est désormais reconnu comme partie intégrante de l'infrastructure écologique, apportant une contribution active de 93 milliards de dollars au plan national de développement de l'infrastructure. Au Chili, le premier plan de développement pour le tourisme de la municipalité de San Pedro de Atacama a reconnu le rôle des services écosystémiques dans la gestion durable des terres et la gestion du tourisme.



GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

**RENFORCER LA GOUVERNANCE
MONDIALE DANS UN
MONDE INTERCONNECTÉ**



GOVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

Dans son travail sur la gouvernance environnementale, élément fondamental qui devra être renforcé pour la mise en œuvre du programme de développement durable 2030 et d'autres cadres internationaux, y compris l'Accord de Paris récemment adopté, le PNUE se concentre sur trois domaines :

- **Cohérence et synergie** – Améliorer la manière dont le système des Nations unies et les accords multilatéraux sur l'environnement contribuent à assurer une cohérence politique.
- **Droit et institutions** – Améliorer les capacités des pays afin d'élaborer et de renforcer des cadres institutionnels et juridiques visant à répondre aux priorités environnementales.
- **Intégrer l'environnement dans les processus de développement** – Aider les pays à intégrer l'environnement dans les processus sectoriel, de développement et dans les plans, y compris dans les programmes de réduction de la pauvreté.

Cohérence et synergie

Dans un monde complexe, dans lequel de nombreux organes et personnalités travaillent et interagissent sur les questions qui touchent à l'environnement, le PNUE encourage la cohérence et la synergie au sein du système multilatéral afin d'assurer que la communauté internationale souscrive unanimement à une vision pour un avenir durable. Le système des Nations unies et les accords multilatéraux sur l'environnement ont travaillé au cours de ces deux dernières années avec une cohérence accrue sur les questions environnementales, et cela a débouché sur plusieurs initiatives dont quelques une d'entre elles sont décrites ci-dessous.

Le programme de développement durable 2030 (voir à la page 50 au sujet du rôle joué par le PNUE)

L'environnement est un élément crucial du Programme de développement et des objectifs de développement durable, de leurs cibles et indicateurs. Les gouvernements se sont mis d'accord sur une approche intégrée afin de traiter des questions environnementales dans le cadre d'un programme plus large encourageant le changement et incluant des aspects sociaux et économiques.

La durabilité environnementale et la neutralité climatique dans le système des Nations unies

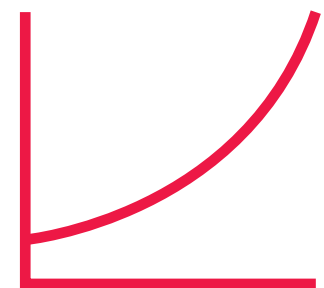
Les chefs des Agences des Nations unies ont adopté une approche sur les systèmes de gestion environnementale afin de réduire les émissions et les incidences sur l'environnement. Vingt-et-une organisations se sont engagées à atteindre la neutralité climatique, elles n'étaient que 6 en 2013. 18 de ces organisations disposent de stratégies de réduction des émissions et cinq, de systèmes de gestion environnementale. De plus, le système des Nations unies, élaboré à l'échelle du système et à travers le Groupe de la gestion de l'environnement (EMG) des stratégies pour l'environnement afin d'améliorer la cohérence de ses actions. L'objectif est de parvenir à un cadre visant à harmoniser les stratégies respectives des agences sur la dimension environnementale du programme de développement durable 2030.



Les résidents de Mazatlan, au Mexique, libèrent de jeunes tortues bâtarde dans le cadre d'un programme visant à sauver les espèces en voie de disparition, en mettant en lumière l'harmonie entre les peuples et la planète, ce à quoi aspire le développement durable. © Stringer Mexique / Reuters

21

**ORGANISATIONS
DE L'ONU
POURSUIVENT
LA "NEUTRALITÉ
CLIMATIQUE",**



**6 DE PLUS
QU'EN 2013**

Droits de l'homme et environnement

Lors de la 28^{ème} session du Conseil des droits de l'homme, une résolution renforçant le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et de l'environnement a été adoptée, elle encourage une coordination plus importante avec le PNUE. Le groupe de travail du GNUD consacré aux droits de l'homme a publié un guide pour la promotion des droits de l'homme au niveau des pays, qui fait état de liens entre l'environnement et les droits de l'homme. Lors de la conférence sur le climat de Paris, le PNUE a publié un rapport détaillant les nombreux effets négatifs du changement climatique sur les droits de l'homme et invitant les pays à prendre cet aspect en compte dans les mesures prises face aux changements climatiques.

De plus, des accords de collaboration avec le secrétariat des AME ont permis des avancées en termes d'alliances face à des préoccupations communes comme :

- La prise en considération d'un ensemble de solutions visant à accroître les synergies dans des domaines de travail programmatique, institutionnel et administratif pour six des AME liés à la biodiversité.
- L'accord passé entre le secrétariat des AME et les organisations partenaires du PNUE pour un thésaurus multipartite commun dans le domaine du droit environnemental et des conventions. Cela a contribué à accroître l'intégration de la connaissance disponible pour les utilisateurs grâce à InforMEA, un portail d'information sur les AME, traitant de plus de 50 accords multilatéraux mondiaux et régionaux sur l'environnement.
- L'adoption d'un plan 2017–2020 des orientations stratégiques pour les mers régionales lors de la 17^{ème} réunion des conventions et plans d'action pour les mers régionales.

Pour davantage d'informations sur le travail du PNUE et des AME mondiaux reportez-vous à la page 52.

« LE CHANGEMENT CLIMATIQUE RÉSULTE DE CHOIX QUI ONT ÉTÉ FAITS PAR LES ÊTRES HUMAINS, SES CONSÉQUENCES SUR UN LARGE ÉVENTAIL DE DROITS FONDAMENTAUX GARANTIS SUR LE PLAN INTERNATIONAL COMME LA NOURRITURE, L'EAU, L'ASSAINISSEMENT, UN LOGEMENT DÉCENT ET LA SANTÉ DE MILLIONS DE PERSONNES SONT DÉVASTATRICES. »

ZEID RA'AD AL HUSSEIN, HAUT-COMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME



Discours du Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon après l'adoption des objectifs de développement durable.
© UN PHOTO

Droit et institutions

Grâce à l'appui du PNUE, 11 pays ont entrepris de nouvelles mesures juridiques et institutionnelles afin d'améliorer la mise en œuvre d'objectifs de développement fixés au niveau international au cours des deux dernières années. Deux pays ont également entrepris des initiatives afin de surveiller et d'assurer la conformité et l'exécution des obligations internationales en matière d'environnement.

Un partenariat avec les organisations régionales et internationales, telles que l'Organisation des États américains et Globe International (une organisation de législateurs internationaux), ont contribué à faire évoluer le travail du PNUE en matière de droit, ce qui a conduit au concept d'« état de droit environnemental » dans les contextes régionaux, ainsi qu'à une approche plus systémique pour faciliter la participation de parlementaires.

Le PNUE cherche à augmenter le nombre d'initiatives et de partenariats avec les grands groupes et les parties prenantes afin de soutenir l'élaboration et la mise en œuvre du droit environnemental national et international. L'objectif du PNUE a été atteint avec la conclusion d'accords de partenariat avec le Forum des parties prenantes et la Fondation Konrad Adenauer. Le partenariat du PNUE avec le Forum des parties prenantes vise à incorporer les perspectives des grands groupes et des parties prenantes au sein du travail du PNUE, et faciliter l'accès à l'information, la justice et la participation du public en matière d'environnement. Le partenariat entre le PNUE et la Fondation Konrad Adenauer a pour objectif de renforcer les capacités des juges et des intervenants juridiques dans le domaine de l'état de droit environnemental, en particulier en Afrique.

15 PAYS

ONT FINALISÉ, AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES, DES PLANS-CADRES DES NATIONS UNIES POUR L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT (UNDAFS) QUI INCORPorent LES PRINCIPES DE LA DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

À l'échelle internationale, le PNUE a convoqué des processus afin d'encourager une gouvernance transfrontalière efficace de l'eau douce, l'état de droit environnemental et l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice en matière d'environnement (principe 10) afin de renforcer les capacités des parties prenantes au niveau gouvernemental. Un forum régional s'est tenu au Panama afin que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes partagent leurs pratiques. Il convient de noter les progrès effectués dans la négociation d'un accord régional relatif au Principe 10, soutenue par le PNUE. Au sujet de l'état de droit environnemental, des partenariats ont été développés, des colloques régionaux ont été organisés et un rapport mondial a été initié.

Pour l'intégration de la viabilité environnementale

Au cours de l'année passée, quinze pays ont finalisé leurs plans-cadres des Nations unies pour le développement (PNUAD) intégrant les principes de durabilité environnementale. De plus, l'Initiative Pauvreté-Environnement, que le PNUE mène conjointement avec le Programme des Nations unies pour le développement a entraîné l'intégration d'objectifs environnementaux au sein d'un total de 21 politiques, plans et processus axés sur la réduction de la pauvreté au cours de ces deux dernières années.

Huit forums régionaux et sous-régionaux ont intégré les principes de la durabilité environnementale en 2014–2015. Ces sessions intergouvernementales, qui ont couvert plusieurs régions et sous-régions (Afrique, États arabes, Asie et Pacifique, Asie centrale, Europe, Amérique latine et les Caraïbes, et les petits États insulaires en développement) ont établi des liens stratégiques entre les priorités mondiales et régionales. Les forums ont également délivré des messages allant dans le sens des processus mondiaux, comme l'organisation de la seconde Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA 2)



Oyun Sanjaasuren, présidente de la première UNEA, se retirera en 2016. © Francis Dejon

Mettre en œuvre les résolutions de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA)

Qualité de l'air (résolution de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement 1/7)

L'Organisation mondiale de la santé a adopté une résolution sur la santé et l'environnement traitant des effets de la pollution de l'air sur la santé. Les données sur la qualité de l'air ont été rendues disponibles grâce à *UNEP Live*, et des plans régionaux ont été adoptés. Un catalogue sur les politiques en matière de qualité de l'air est désormais disponible, il représente une étape supplémentaire vers un rapport sur la qualité de l'air dans le monde qui sera lancé à l'occasion d'UNEA 2. Reportez-vous à la section « récit » dans le chapitre l'environnement à l'étude (page 49) pour davantage d'informations sur la qualité de l'air.

Commerce illégal d'espèces sauvage (résolution 1/3 de l'assemblée des NU pour l'environnement)

30 projets, d'un coût total de 2 millions de dollars ont été financés par le Fonds pour l'éléphant d'Afrique. Des analyses portant sur les incidences du commerce illégal de la faune et des produits connexes sur l'environnement ont été entreprises. Voir la section « récit » pour plus d'informations sur le travail du PNUE pour la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvage page 31.

Pour davantage d'informations sur les travaux du PNUE relatifs à la gouvernance environnementale, visitez notre site internet www.unep.org/environmentalgovernance ou suivez le PNUE sur Twitter ou Facebook.



UN GROUPE SUD-AFRICAIN ŒUVRANT POUR LA LUTTE CONTRE LE BRACONNAGE INCITE LE MONDE ENTIER À PASSER À L'ACTION

Collet Ngobeni et Felicia Mogakane se sentent chez elle dans les grands espaces de la réserve animalière privée de Balule en Afrique du Sud. Elles font toutes deux parties du Groupe anti-braconnage Black Mamba, un groupe de rangers majoritairement féminin faisant face à des bandes criminelles qui tuent les rhinocéros à des fins lucratives.

Au mois de septembre 2014, les deux rangers se sont retrouvées à New York afin de recevoir le Prix Champion de la Terre du PNUE au nom du groupe des Black Mamba. Elles ont été récompensées pour leur rôle exemplaire et pour avoir suscité la prise de mesures pour la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages.

« Des cibles comme les Objectifs de développement durable peuvent sembler au-delà de la portée d'un simple citoyen » affirme NoCry Mzimba, un membre du groupe des Black Mamba. « Mais nous sommes tous des simples citoyens. Le PNUE nous a récompensés du prix de Champion de la Terre pour ce que nous avons accompli en tant que simple citoyen. »

Les Black Mambas parcourent jusqu'à 20 km par jour, à la recherche des braconniers, de leurs campements et de leurs pièges. Lorsque les rangers ne sont pas en patrouille, ils tentent de dissuader les membres de la communauté de rejoindre les rangs des braconniers. Un tel travail est vital en Afrique du Sud où 1215 rhinocéros ont été abattus en 2014. L'augmentation rapide des rhinocéros braconnés – moins de 20 en 2007 – a été alimentée par des groupes organisés qui tirent parti de la demande. De nombreuses espèces animales sont exposées à la même menace

dans l'ensemble du continent, où plus de 100 000 éléphants ont été tués en l'espace de seulement trois ans. Davantage de rangers Black Mamba sont donc nécessaires.

« Les initiatives communautaires sont cruciales pour assurer un combat efficace contre le commerce illégal d'espèces sauvages », affirme le directeur exécutif du PNUE, Achim Steiner. « Les Black Mambas ne sont pas seulement une source d'inspiration à l'échelle locale, mais elle le sont pour le monde entier, pour toutes les personnes œuvrant à éliminer le fléau du commerce illégal d'espèces sauvages. »

Les Black Mambas font partie d'un mouvement mondial grandissant. L'an dernier 32 pays ont promis des actions plus fermes contre le braconnage lors de la Conférence sur le commerce illégal des espèces sauvages à Kasane, au Botswana. Cela a été suivi par une résolution adoptée par 157 pays rassemblés à l'occasion de la première Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA) en 2014. A la suite de quoi, en juillet 2015, l'assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution appelant à considérer la criminalité liée aux espèces sauvages comme un crime grave, à la fois à l'échelle nationale et au-delà des frontières. La communauté internationale a entrepris des mesures supplémentaires afin de répondre à la crise et de traiter le problème de la demande. En Chine, 9 entreprises en ligne se sont engagées à n'offrir aucune publicité ou services commerciaux aux produits issus du commerce illégal d'espèces sauvages sur leurs réseaux.

Le PNUE se concentre à présent sur la mise en œuvre de la résolution prise lors de UNEA 1 sur le commerce illégal d'espèces

Les membres de l'unité Anti-Braconnage Black Mamba ayant remporté le prix Champions de la Terre 2015 du PNUE. © PNUE

sauvages grâce à la coordination de *Une seule ONU* et de *Partenaires pour une campagne mondiale*, afin de susciter une prise de conscience des implications sociales, sécuritaires, économiques et écologiques du commerce illégal, en aidant les pays à renforcer leurs cadres légaux et en multipliant les bases scientifiques afin de permettre aux pays de perfectionner leurs politiques.

Le comité des politiques du Secrétaire général a par ailleurs demandé au PNUE d'organiser une réponse coordonnée des Nations unies face au commerce illégal. Cela a permis un accès plus facile au Fonds pour l'environnement mondial ainsi qu'à d'autres ressources comme le Fonds pour l'éléphant d'Afrique.

La journée phare des Nations unies pour la sensibilisation du public à l'environnement, la Journée mondiale de l'environnement, créera un nouveau dynamisme et se concentra sur le thème du commerce illégal d'espèces sauvages et encouragera l'objectif 15 des objectifs de développement durable. L'Angola sera l'hôte de la prochaine journée mondiale de l'environnement.

NoCry a conscience que chacun a son rôle à jouer afin de mettre fin au massacre.

« Je ne sais pas qui vous êtes, mais je sais que vous pouvez aider », dit-elle, « Nous avons tous la capacité de nous informer, de faire les bons choix et d'influencer les autres. »

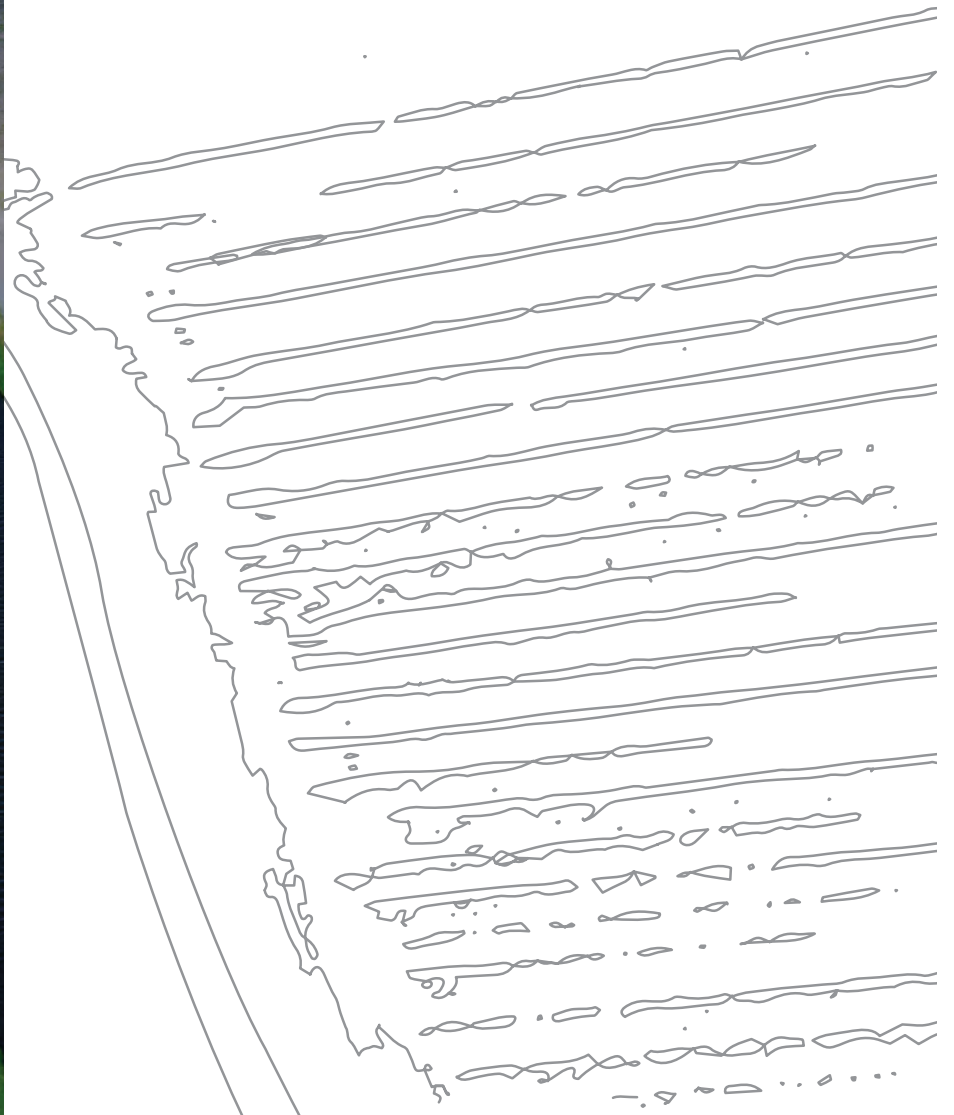
Pour davantage d'informations sur la récompense « Champion de la Terre », ainsi que les autres lauréats 2015 reportez-vous à la page 56 ou visitez le site internet web.unep.org/champions





PRODUITS CHIMIQUES ET DÉCHETS

**VEILLER À LA BONNE
GESTION DES PRODUITS
CHIMIQUES ET DES DÉCHETS**



PRODUITS CHIMIQUES ET DÉCHETS

Pour parvenir à une bonne gestion des produits chimiques et des déchets, condition essentielle pour atteindre l'objectif de développement 3 sur la santé de tous, le PNUE se concentre sur trois domaines :

- **Création d'un environnement favorable** – soutenir les pays afin de renforcer leurs capacités institutionnelles et politiques pour la bonne gestion des produits chimiques et des déchets.
- **Produits chimiques** – Aider les pays, ainsi que les grands groupes et les parties prenantes, à exercer une bonne gestion des produits chimiques et des accords multilatéraux sur l'environnement en lien avec cette question (AME).
- **Déchet** – Aider les pays, ainsi que les grands groupes et les parties prenantes, à exercer une bonne gestion des déchets et des AME liés.

Un environnement favorable

Au cours de ces deux dernières années, 17 pays ont adopté des politiques favorisant la bonne gestion des produits chimiques et des déchets, dépassant ainsi les objectifs du PNUE pour l'année 2015. Cette augmentation est due aux pays ayant ratifié la Convention de Minamata sur le mercure. Cette convention, adoptée par les gouvernements en 2013 dans le but de réduire les émissions

toxiques mondiales, avec l'aide du PNUE, compte désormais 128 signataires et 20 Parties, alors qu'elle ne comptait que 94 signataires et une Partie en 2013.

Partenariat mondial sur le mercure – soutenir la mise en œuvre de la Convention de Minamata

La ratification et la mise en œuvre rapide de la Convention de Minamata sur le mercure est facilitée par le Partenariat mondial sur le mercure du PNUE – une alliance qui permet aux pays de pallier les effets néfastes du mercure. En décembre 2015, 50 pays menaient des évaluations préliminaires pour la mise en œuvre de la convention.

Le Partenariat mondial sur le mercure et l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) sont des plateformes importantes pour aider les pays à créer un environnement propice pour la prise de nouvelles mesures. Ces plateformes permettent de faciliter la prise de dispositions d'envergure et l'obtention de résultats dont les bénéfices sur la santé humaine et l'environnement seront immédiats. Un fonds de contributions volontaires, le Programme spécial pour le renforcement des capacités institutionnelles – conçu pour aider les nations à adopter le SAICM et les conventions de Bâle, Rotterdam, Stockholm (BRS) et de Minamata – a été adopté lors de la première Assemblée des Nations unies pour l'environnement en juin 2014.

Le Secrétariat du programme spécial est désormais totalement opérationnel et a été doté de 11 millions d'euros par l'Union européenne, 180 000 dollars par la Suède, 200 000 dollars par la Finlande et 750 000 dollars par les États-Unis.

De plus, 2015 a été une année majeure pour le protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone, grâce auquel les nations ont contribué au rétablissement de la couche d'ozone en éliminant presque totalement les substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Les 197 parties ont convenu de travailler sur un amendement au Protocole afin de mieux contrôler les hydrofluorocarbures (HFC), un gaz fluoré utilisé dans les systèmes de refroidissement qui ne nuit pas à la couche d'ozone, mais peut éventuellement agir comme gaz de réchauffement climatique (voir page 52 sur les AME pour davantage de détails.)

L'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM)

La SAICM, dont le secrétariat est assuré par le PNUE, encourage la sécurité chimique à travers le monde. Tous les projets financés par le programme de démarrage rapide de la SAICM contribuent à l'objectif 2020 pour la bonne gestion des produits chimiques. Une évaluation récente a montré que le programme avait rempli et dans certains cas dépassé ses objectifs en terme de création d'un environnement favorable à la bonne gestion des produits chimiques à l'échelle nationale.



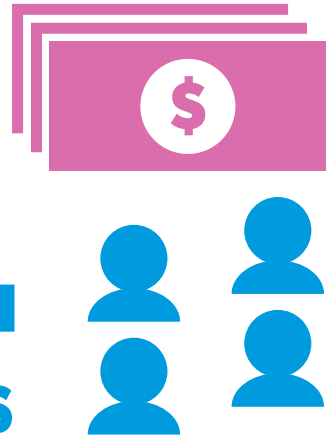
Une jeune fille souffrant de troubles auditifs et de la parole attend dans un centre de réhabilitation à Bhopal, en Inde. Le centre ne traite que les familles qui ont été touchées par la fuite de 1984 d'une usine de pesticides.
© Danish Siddiqui / Reuters

49,1 MILLIONS DE DOLLARS ONT ÉTÉ MOBILISÉS PAR LES FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE

COMPRENANT
39,4
MILLIONS DE
DOLLARS DE
CONTRIBUTIONS EN ESPÈCES



DE
24
DONATEURS



ET 9,7 MILLIONS
DE DOLLARS

DE CONTRIBUTIONS ADDITIONNELLES ONT ÉTÉ MOBILISÉES
PAR LES RESPONSABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS

EN PLUS DE CELA



74,1 MILLIONS

DE DOLLARS DE CONTRIBUTIONS
AUTRES QUE CELLES PROVENANT DES
FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DE

19 DONATEURS

108

PAYS
DIFFÉRENTS

54

PAYS LES MOINS
DÉVELOPPÉS ET/OU PETITS
ÉTATS INSULAIRES EN
DÉVELOPPEMENT (PEID)

21

PROJETS EN COLLABORATION
AVEC LES PARTENAIRES DE
LA SOCIÉTÉ CIVILE

163

PROJETS EN COLLABORATION
AVEC LES PARTENAIRES
GOUVERNEMENTAUX

14

SÉRIES DE DEMANDES
DE FINANCEMENT

184

PROJETS
APPROUVÉS

PRODUITS CHIMIQUES ET DÉCHETS

Produits chimiques

Le but du PNUE est d'accroître le nombre de gouvernements, d'entreprises, d'industries, d'organisations de la société civile capables d'aborder les problèmes prioritaires liés aux produits chimiques en se référant à ses outils d'évaluation et de gestion du risque. Au cours de ces deux dernières années, 14 gouvernements, 21 entreprises et industries et 12 organisations de la société civile se sont penchés sur les questions prioritaires en matière de gestion des produits chimiques avec le soutien du PNUE. Le Lesotho, le Swaziland et le Vietnam ont mené des inventaires nationaux du mercure, et Madagascar a identifié des solutions pour l'utilisation de produits sans mercure. Plusieurs compagnies minières du Chili et du Pérou ont adopté les meilleures méthodes, et des associations dentaires en Tanzanie et en Ouganda ont encouragé l'élimination progressive de l'amalgame dentaire contenant du mercure. De plus, plusieurs organisations non-gouvernementales se sont montrées favorables à la feuille de route DDT (appuyée par le PNUE), qui vise à l'élimination de ce polluant organique persistant (POP) nocif. Les progrès réalisés quant aux produits contenant du plomb sont un autre succès du travail du PNUE sur les produits chimiques (voir le récit page 37).

Déchets

Le PNUE travaille en collaboration avec les gouvernements, les entreprises, les industries et la société civile afin de les aider à traiter les questions prioritaires relatives aux déchets. Au cours des deux dernières années, sept gouvernements locaux et nationaux, neuf entreprises et industries et sept organisations de la société civile ont résolu des questions prioritaires relatives aux déchets, portant à 22 le nombre total de pays s'étant penchés sur ces questions.

Une composante clé de l'approche du PNUE consiste à encourager l'utilisation de déchets de biomasse de produits agricoles comme source d'énergie. Les déchets de biomasse de produits agricole peuvent remplacer les combustibles fossiles, réduire les gaz à effet de serre et les émissions de gaz et fournir de l'énergie à 1,6 milliards de personnes habitant dans les pays en développement. Dans leur travail avec le PNUE, le Cambodge, le Costa Rica et l'Inde ont développé des stratégies visant à améliorer la conversion de déchets la biomasse de produits agricole en énergie, en partenariat avec des entreprises mettant les technologies appropriées en place afin d'optimiser les résultats.

Le PNUE a en particulier mis l'accent sur le concept de « déchets comme ressource » et sur « l'économie circulaire ». La Perspective pour la gestion des déchets mondiaux, a posé les fondements pour ces approches, et a démontré que jusqu'à 10 milliards de tonnes de déchets urbains sont générés chaque année. Le rapport a indiqué des moyens d'éradiquer ces déchets, comme le recours aux recycleurs du secteur informel dans les systèmes de gestion des déchets municipaux – qui permettent, quotidiennement, d'éviter de placer 1200 tonnes de déchets en décharge et emploient 8 250 personnes à Bogota en Colombie. Associés à d'autres éléments clés, comme l'élaboration d'un consortium académique pour la création d'un programme de gestion des déchets et la préparation de lignes directrices pour un cadre législatif sur la gestion des déchets, ces concepts renforcent le fondement des travaux futurs du PNUE sur la gestion des déchets et les questions de prévention.

Pour davantage d'informations sur le travail du PNUE dans le domaine des produits chimiques et des déchets, visitez le site internet www.unep.org/chemicalsandwaste ou suivez le PNUE sur Twitter ou Facebook.

Le Réseau pour l'élimination des PCB

Les polychlorobiphényles (PCB) sont des substances chimiques à base de carbone qui persistent dans l'environnement, s'accumulent tout au long de la chaîne alimentaire dans les tissus adipeux des organismes vivants, y compris dans ceux des humains, et sont responsables d'effets néfastes sur la santé humaine et l'environnement. Auparavant les PCB étaient utilisés comme liquide de refroidissement et fluide isolant dans les transformateurs et les condensateurs, tels que ceux utilisés dans les anciens appareils d'éclairage fluorescents à ballast. Aujourd'hui 9,3 millions de tonnes de PCB doivent être éliminées, la majeure partie se trouvant en Afrique et dans la région Asie-Pacifique. Pour relever ce défi, le PNUE a contribué à mettre en place le Réseau pour l'élimination des PCB, et assure son Secrétariat.



La directrice du bureau régional du PNUE d'Amérique du Nord, Patricia Beneke (à droite), l'ambassadeur de bonne volonté Don Cheadle (à gauche) et les membres de l'Alliance mondiale pour l'élimination peinture au plomb annoncent leur objectif d'éliminer la peinture au plomb à l'horizon 2020 lors des célébrations pour la Journée de la Terre à Washington © Alexander Jones

Biomasse agricole générée par an

DANS LE MONDE	CAMBODGE	INDE	COSTA RICA
140 MILLIARDS DE TONNES	8,3 MILLIONS DE TONNES	415,5 MILLIONS DE TONNES	27 MILLIONS DE TONNES
ÉQUIVALENT À ENVIRON	ÉQUIVALENT À ENVIRON	ÉQUIVALENT À ENVIRON	ÉQUIVALENT À ENVIRON
50 MILLIARDS DE TONNES DE PÉTROLE	3,6 MILLIONS DE TONNES DE PÉTROLE	103,9 MILLIONS DE TONNES DE PÉTROLE	86 487 TÉRAJOULES D'ÉNERGIE PRIMAIRE



APRÈS L'ÉLIMINATION DU PLOMB DANS LE CARBURANT, LE PNUE VISE L'ÉLIMINATION DU PLOMB DANS LA PEINTURE

Abraham Berhane, qui dirige une entreprise de peinture employant 40 employés à Addis-Abeba en Ethiopie, n'avait aucune idée que les produits qu'il vendait avaient le potentiel de nuire aux futures générations d'Ethiopie. Cependant, en 2015, Abraham Berhane et des représentants de ministères gouvernementaux et d'entreprises de toute l'Afrique ont participé à une formation organisée par le PNUE et le Réseau international pour l'élimination des POP (IPEN) – dans le cadre d'une série d'événements organisés à travers le continent. Abraham a été choqué d'apprendre les effets potentiels sur la santé des peintures qu'il vendait, qui contenaient des pigments utilisant du plomb.

L'intoxication au plomb chez les enfants peut avoir des effets ravageurs sur la santé, comme des troubles de l'apprentissage, l'anémie, des troubles de la coordination, des troubles visuels, spatiaux et du langage. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'exposition au plomb pendant l'enfance contribue à environ 600 000 nouveau cas chaque année d'enfants atteints de déficience intellectuelle. Le coût mondial de ces déficiences, en raison d'un quotient intellectuel plus faible, est d'environ 900 milliards de dollars (137 milliards de dollars en Afrique, 142 milliards en Amérique latine et 700 milliards en Asie).

En 2002, 82 pays continuaient d'utiliser du carburant contenant du plomb. Aujourd'hui, grâce au soutien du PNUE et de ses partenaires, seulement 3 pays utilisent encore du plomb dans le carburant. Cela signifie que les effets nocifs proviennent essentiellement de la peinture, et c'est la raison pour laquelle le PNUE et l'OMS ont initié l'Alliance mondiale pour l'élimination du plomb dans la peinture, et œuvrent à travers le monde dans l'espoir de reproduire le succès obtenu avec le retrait du plomb des carburants. Le PNUE, l'OMS et des partenaires comme IPEN soutiennent les pays pour mettre en place des cadres juridiques et réglementaires pour le contrôle du plomb dans la peinture et des produits recouverts de peinture contenant du plomb. Au cours de ces deux années, 23 pays ont pris les mesures nécessaires, portant à 58 le nombre total de pays munis de cadre juridiques et réglementaires sur la question de la présence plomb dans la peinture.

Aux Philippines, la loi interdit désormais l'utilisation, la fabrication, l'import, l'export et la vente de peinture dont la teneur totale en plomb est supérieure à 90 ppm, et cela donne des résultats concrets. Cinq marques de peinture ont été testées et les tests ont révélé que leur teneur en plomb est passée de 2 330–126 000 ppm à 15–1280 ppm. Le Sri Lanka et le Népal ont récemment introduit des limites juridiques similaires pour le plomb contenu dans la peinture.

Les enfants peuvent ingérer du plomb à partir de vieilles écailles de peinture. © Shutterstock / Mike Red

Bien que des peintures à la teneur en plomb très importante soient encore sur le marché dans d'autres pays, la situation s'améliore. Lors des sessions en Ethiopie, Mehari Wondimagegn, une haute fonctionnaire du ministère éthiopien de l'environnement, des forêts et du changement climatique a annoncé que son département élabore des réglementations afin de fixer la teneur en plomb à 90 ppm pour les peintures décoratives. Des représentants d'autres gouvernements africains se sont également mis d'accord pour travailler en collaboration pour l'introduction de lois qui limiteraient la teneur en plomb dans la peinture à 90 ppm pour toutes sortes de peintures d'ici 2020. Un mouvement se fait sentir à l'échelle régionale, au sein de la communauté africaine d'Afrique de l'Est et dans la communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest.

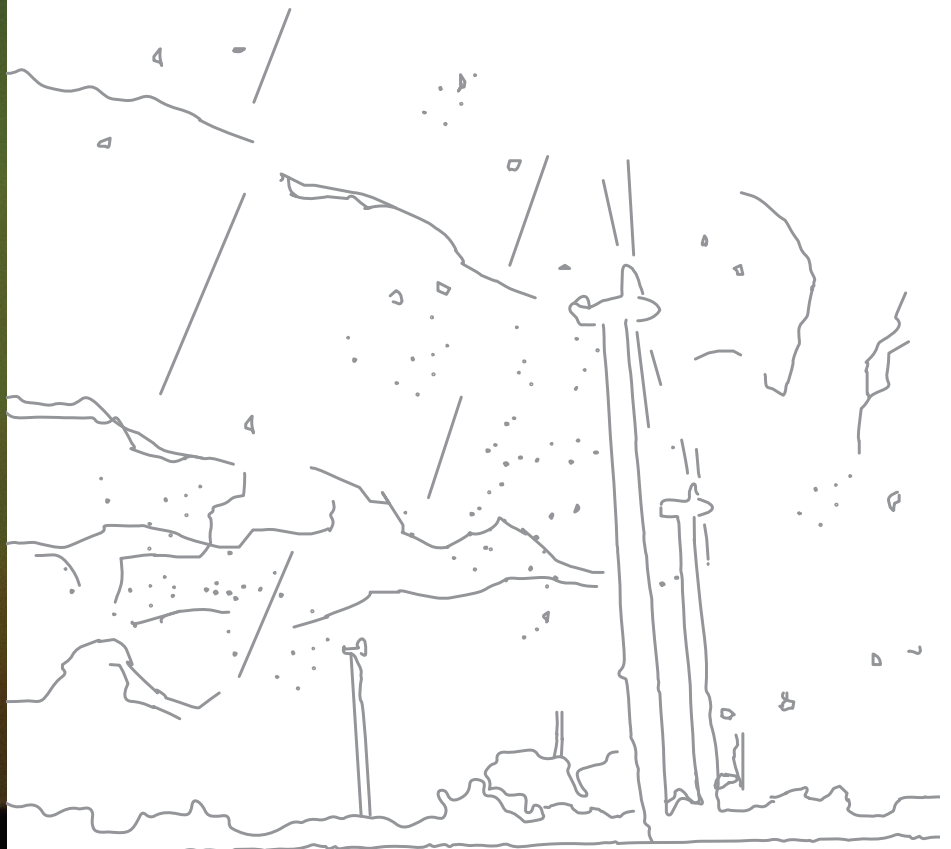
Cependant, Abraham a conscience que les entreprises possèdent la responsabilité d'agir et n'attend pas que des lois soient mises en place pour changer ses pratiques commerciales.

« Le plomb dans la peinture est un revolver silencieux, affirme-t-il, vous ne l'entendez pas mais il nuit à la santé de vos enfants. Mon entreprise ne vendra plus de peinture contenant du plomb. Je vais également discuter avec les responsables des autres entreprises de peinture d'Ethiopie, c'est comme ça qu'on devrait faire du commerce. »



UTILISATION EFFICACE DES RESSOURCES ET CONSOMMATION ET PRODUCTION DURABLES

ACCÉLÉRATION DE LA
TRANSITION VERS DES
SOCIÉTÉS DURABLES



UTILISATION EFFICACE DES RESSOURCES ET CONSOMMATION ET PRODUCTION DURABLES

Dans le domaine de l'utilisation efficace des ressources et de la consommation et production durables, qui est un objectif à lui seul dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et qui possède des effets sur le changement climatique, la pauvreté, la faim zéro et la croissance économique durable, inclusive et viable, le PNUE se concentre sur trois domaines :

- **La création d'un environnement favorable** – Aider les pays à créer un environnement politique favorable qui encourage l'utilisation efficace des ressources, la consommation et la production durables et la transition vers une économie verte.
- **Secteurs et chaînes d'approvisionnement** – Renforcer la capacité des gouvernements, des entreprises et des autres parties dans le but d'adopter des pratiques de consommation et de production durables dans les secteurs clés et tout au long de la chaîne d'approvisionnement.
- **Modes de vie et de consommation** – Renforcer la capacité des pays, des entreprises, de la société civile et des consommateurs à faire des choix informés pour un mode de vie et de consommation durables.

Un environnement favorable

Le PNUE encourage les pays et les régions à incorporer l'économie verte et les modes de consommation et de production durables dans leurs politiques. Les économies vertes sont des économies à faible émission carbone, utilisant les ressources de manière efficace et accessibles à tous, sont créatrices d'emplois et améliorent le bien-être de tous – tous ces paramètres étant essentiel à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris.

Au cours des deux dernières années, avec le soutien du PNUE, huit pays et neuf villes ont développé et/ou commencé à appliquer des politiques en faveur de la consommation et de la production durables et de l'économie verte, remplissant ainsi les objectifs du PNUE de la fin de l'année 2015. Le nombre total de villes et pays ayant adopté ou débuté l'application de mesures pour la consommation et la production durables, ainsi que des orientations vers l'économie verte, est désormais de 29 pays et neuf villes – s'ajoutant aux pays et aux villes engagés par le Partenariat pour l'action pour une économie verte (PAGE).

Le Panel international pour les ressources, qui fournit des évaluations scientifiques et des rapports aux décideurs politiques sur la manière de dissocier la détérioration de l'environnement et la croissance économique, est un organe visant à améliorer et à faciliter la création d'un environnement politique favorable. Au cours des deux dernières années ce panel – sous l'égide du PNUE – a publié des rapports importants sur le recyclage du métal, le changement climatique et les ressources disponibles à l'échelle des villes ayant adopté une approche pour la dissociation de la croissance économique et des effets négatifs sur l'environnement.

L'économie verte en Europe

Le PNUE a soutenu six pays de l'Europe de l'Est grâce au programme financé par l'UE Écologisation des économies en Europe orientale (EaP-GREEN). À l'aide d'études préliminaires et de formation, ce programme montre comment la croissance économique peut être dissociée de la dégradation de l'environnement et de l'épuisement des ressources en Arménie, en Géorgie, en Azerbaïdjan, en République de Moldavie, en Biélorussie et en Ukraine..

La Moldavie pourra recouvrer ses investissements dans les énergies renouvelables dans les dix prochaines années, en effet, les investissements dans l'efficacité énergétique dans le pays peuvent générer des économies à hauteur de plus de 100 millions d'euros à l'horizon 2020.

Les fondations ont également été posées pour que d'autres pays – la Biélorussie, la Moldavie et l'Ukraine – adoptent leur premier plan pour l'approvisionnement durable grâce à l'aide du PNUE. Cette étape va stimuler le marché intérieur en faveur des produits durables.

EN INVESTISSANT DANS L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, LA MOLDAVIE PEUT ÉCONOMISER JUSQU'À 100 MILLIONS DE DOLLARS D'ICI 2020

**29
PAYS**

ET 9 VILLES ONT ADOPTÉ OÙ ONT DÉBUTÉ LA MISE EN ŒUVRE DE MODES DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION DURABLES ET D'ÉCONOMIE VERTE DEPUIS 2011.



Un feu de signalisation pour les cyclistes à côté d'une usine de cogénération à Hanovre, en Allemagne. L'usine est alimentée au gaz naturel et produit 255 MW et 185 MW de chauffage urbain à un facteur d'efficacité de 90 %. © Wolfgang Rattay / Reuters

Changements exemplaires dans les politiques des pays et des villes

La Mongolie a adopté une stratégie de développement vert avec l'aide du PNUE

Addis-Abeba et Bahir Dar, en Ethiopie, ont intégré les approches en faveur de la consommation, de la production durables et de l'économie verte dans les instruments de politique de la ville

Le Rwanda et le Brésil ont commencé à mettre en œuvre des plans en faveur de la consommation et la production durables.

Da Nang, au Vietnam, a défini son empreinte écologique en matière d'utilisation des ressources et a fixé des objectifs visant une plus grande efficacité en termes d'utilisation des ressources.

Secteurs et chaînes d'approvisionnement

Le cœur du travail du PNUE consiste à renforcer la capacité des gouvernements, des entreprises et d'autres parties dans le but d'adopter des modes de consommation et de production durables tout au long de la chaîne d'approvisionnement dans les secteurs du bâtiment, de la construction, alimentaire, de l'agriculture, (voir le récit la page 43) de la finance et du tourisme. Au cours des deux dernières années, avec l'appui du PNUE, 140 pays, institutions et entreprises ont amélioré leurs pratiques de gestion ou leurs stratégies dans ces différents secteurs, portant le nombre total d'amélioration des pratiques et l'utilisation d'outils économes en énergie à 222.

Le secteur financier est un secteur dans lequel le PNUE place de nombreux objectifs poursuivis par l'Initiative financière du PNUE (voir le chapitre sur le changement climatique pour davantage de détails) et l'Enquête du PNUE qui a publié un rapport en 2015 intitulé *Le système financier dont nous avons besoin : alignement du système financier au développement durable*. Le rapport explique comment exploiter les actifs du système financier mondial en faveur du développement durable et démontre que les décideurs politiques et les régulateurs financiers prenaient de plus en plus de mesures pour incorporer les considérations relatives au développement durable au sein des systèmes financiers dans le but de les rendre aptes au XXI^{ème} siècle. Au Pérou, par exemple, de nouvelles exigences de la diligence raisonnable ont été introduites dans les banques afin de réduire les externalités sociales et environnementales.

Modifications des pratiques résultant de l'appui du PNUE

Pays	Secteur/Domaine	Résultat
France	Tourisme	34 professionnels et huit entreprises ont obtenu des labels de certification et sont conformes aux normes environnementales. Les entreprises certifiées ont diminué leur consommation d'eau et d'énergie. La ville de Nantes est devenue la première ville européenne à avoir des chambres d'hôtel éco-certifiées.
Inde	Bâtiments et construction	Un développeur de logements sociaux impliqué dans le réaménagement des bidonvilles a adopté des normes de conception durables, et a ainsi pu accroître l'efficacité énergétique des logements.
Monde	Eco-innovations et chaîne d'approvisionnement	175 intervenants familiarisés à l'approche opérationnelle du PNUE pour l'éco-innovation et à l'amélioration de la rentabilité et la durabilité dans les trois chaînes d'approvisionnement (agro-alimentaire, métaux et produits chimiques). 11 pays sélectionnés pour la mise en œuvre.
Suède	Bâtiments et construction	Une entreprise de construction a changé l'approvisionnement et la sélection de ses matériaux de construction depuis ses 50 000 fournisseurs, augmentant ainsi la viabilité générale de ses produits.



« LE RAPPORT DE L'ENQUÊTE DU PNUE OFFRE UN POINT DE VUE POUR L'INTÉGRATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CŒUR DES MARCHÉS FINANCIERS ET DES CAPITAUX. »

YI GANG, GOUVERNEUR ADJOINT DE LA BANQUE POPULAIRE DE CHINE.

UTILISATION EFFICACE DES RESSOURCES ET CONSOMMATION ET PRODUCTION DURABLES

Modes de vie et consommation

Le PNUE a pour objectif de créer des conditions favorables, promouvoir des modes de production et de consommation plus durables. Les progrès effectués sont démontrés par le nombre d'institutions des secteurs public et privé ayant mis en œuvre des politiques et des mesures propices aux modèles de consommation et de production durables. Le soutien aux marchés publics durables est un moyen de stimuler la demande et l'offre de produits durables. Au cours de ces deux dernières années, le PNUE a appuyé 20 pays pour les aider à mettre des marchés publics durables en œuvre. Six de ces pays élaborent ou mettent en œuvre des plans d'action en application en collaboration avec le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables (10YFP), qui mène des programmes sur l'information aux consommateurs, l'éducation à des modes de vie durables, les marchés publics durables, les bâtiments et la construction durables, les systèmes alimentaires durables et le tourisme durable. En outre, avec le soutien du PNUE, 27 entreprises, basées au Brésil, au Cameroun, en Colombie, en Inde, au Pérou et en Ouganda, ont eu de plus en plus recours à des approches et des outils basés sur le cycle de vie des produits.



Le directeur exécutif du PNUE, Achim Steiner et l'ambassadeur de bonne volonté Yaya Touré rejoignent les célébrations de la Journée mondiale de l'environnement 2015 en Italie en voiture électrique. Le thème de l'événement cette année était « Sept milliards de rêves. Une seule planète. Consommons avec modération. » C'est le jour le plus important au monde pour encourager l'action environnementale et engager la communauté internationale en faveur de pratiques de consommation durables. © PNUE

Bogota, Colombie

A Bogota, en Colombie, 22 entreprises organisées en un réseau de gestion du cycle de vie et ont participé à une formation en conformité. Ils appliquent désormais des systèmes de gestion de l'environnement en se référant aux approches du « cycle de vie ».

Kashipur, Inde

A Kashipur, en Inde, une entreprise du secteur des produits chimiques a incorporé des approches du cycle de vie dans les pratiques de gestion.

L'éducation et la sensibilisation sont également importantes pour réunir les conditions favorables à des modes de vie durables. Au cours des deux dernières années, le PNUE a encouragé les activités suscitant l'engagement de 18 parties prenantes dans la promotion des modes de vie durables – y compris à travers l'initiative conjointe du PNUE et de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour la réduction du gaspillage alimentaire, Pensez. Mangez. Préserved – portant à 28 le nombre total de parties prenantes. Le total cumulé est donc de 82.

Pour davantage d'informations sur le travail du PNUE sur l'utilisation efficace des ressources, visitez le site internet du PNUE www.unep.org/resourceefficiency ou suivez le PNUE sur Twitter ou facebook.

Kaveh Zahedi, le directeur du bureau régional du PNUE de l'Asie et du Pacifique, présente le travail du PNUE sur les déchets alimentaires sur la chaîne de télévision Channel News Asia lors d'un événement Think.Eat.Save à Bangkok. © PNUE





UNE NOUVELLE NORME SUR LA GESTION DES RIZIÈRES REDONNE DE L'ESPOIR AUX PETITS EXPLOITANTS

Tout comme la plupart des agriculteurs au Cambodge, Rong Hom, âgé de 44 ans et originaire du village de Skol dans sud-ouest, se heurte aux problèmes de la sécheresse et de l'augmentation des prix des engrais. Elle ne sait pas pour combien de temps encore, ses 1,5 hectares de rizière pourront protéger sa famille de la pauvreté.

Heureusement, la première norme au monde pour favoriser la durabilité de la riziculture, décidée en octobre 2015, lui redonne espoir. Rong, comme de nombreux petits exploitants des provinces de Takeo et Pursat au Cambodge, sont convaincus que la mise en œuvre de normes acceptées à travers le monde, peut entraîner une hausse des prix, des marchés plus forts et à terme, une meilleure sécurité alimentaire pour elle-même et sa famille.

Les 46 critères de la norme pour une riziculture durable visent à garantir que le riz corresponde aux exigences de qualité et que sa culture ne soit pas néfaste à l'environnement, à l'économie et à la société dans son ensemble. La norme pourra également être utilisée afin de mesurer la durabilité des systèmes de production du riz et en tant qu'outil politique pour encourager la large adoption d'une riziculture viable.

Cette norme a été développée par la Plateforme pour le riz durable (SRP), une alliance mondiale organisée par le PNUE et l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) qui rassemble 32 institutions de recherche sur le riz, des acteurs de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que des organisations du secteur public et de la société civile.

Le géant de l'industrie agroalimentaire mondiale, Mars Food, l'un des nombreux leaders de l'industrie alimentaire qui a rejoint la SRP, a d'ores et déjà fait la promesse de s'approvisionner essentiellement en riz certifié durable d'ici 2020.

« Le principal avantage pour nous est que nous obtenons la garantie d'un riz de grande qualité, tout en offrant des bénéfices aux agriculteurs et l'assurance d'un environnement plus sain pour les générations actuelles et futures », affirme Fiona Dawson, présidente de Mars.

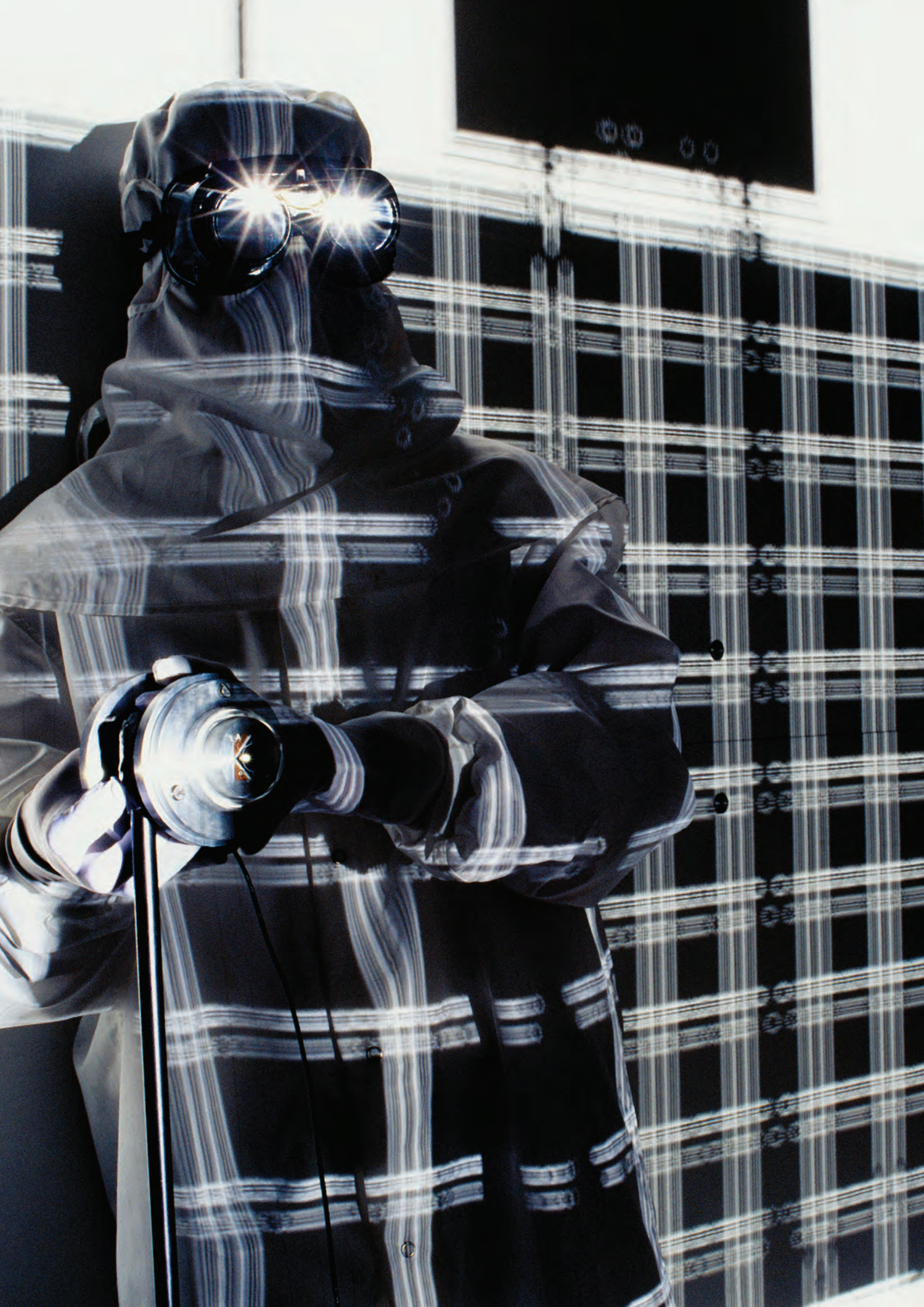
Le riz, l'aliment de base de 3,5 milliards de personnes, assure la subsistance de plus de 140 millions de petits exploitants agricoles ; il est cultivé sur plus de 160 millions d'hectares à travers le monde, superficie plus grande que la Mongolie. Le riz joue un rôle crucial dans la sécurité alimentaire, par conséquent, trouver un moyen d'améliorer sa production est d'une importance majeure pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Actuellement, la culture du riz nécessite plus de 30 % de l'eau irriguée du monde et est responsable de 5 à 10 % des émissions de méthane mondiales, un gaz à effet de serre. L'utilisation intensive et inefficace de produits chimiques agricoles s'ajoute aux coûts de production des agriculteurs et compromet la viabilité à long terme de la riziculture.

Les producteurs de riz à travers l'Asie, comme cette femme cambodgienne, vont bénéficier d'une nouvelle norme pour la durabilité de la riziculture.
© AFP Photo / Tang Chhin Sothy

La norme de la SRP est présentée avec des outils et des formations pour les agriculteurs. Par exemple, les agriculteurs comme Rong, seront formés sur la manière de minimiser leur utilisation d'engrais minéraux, leur permettant ainsi d'économiser de l'argent et de réduire leur émissions de gaz à effet de serre, et contribuant ainsi à la lutte mondiale contre le changement climatique. Les agriculteurs apprendront également comment préserver leur riziculture des espèces envahissantes, et comment introduire des périodes de jachères afin d'entretenir la fertilité de leurs terres.

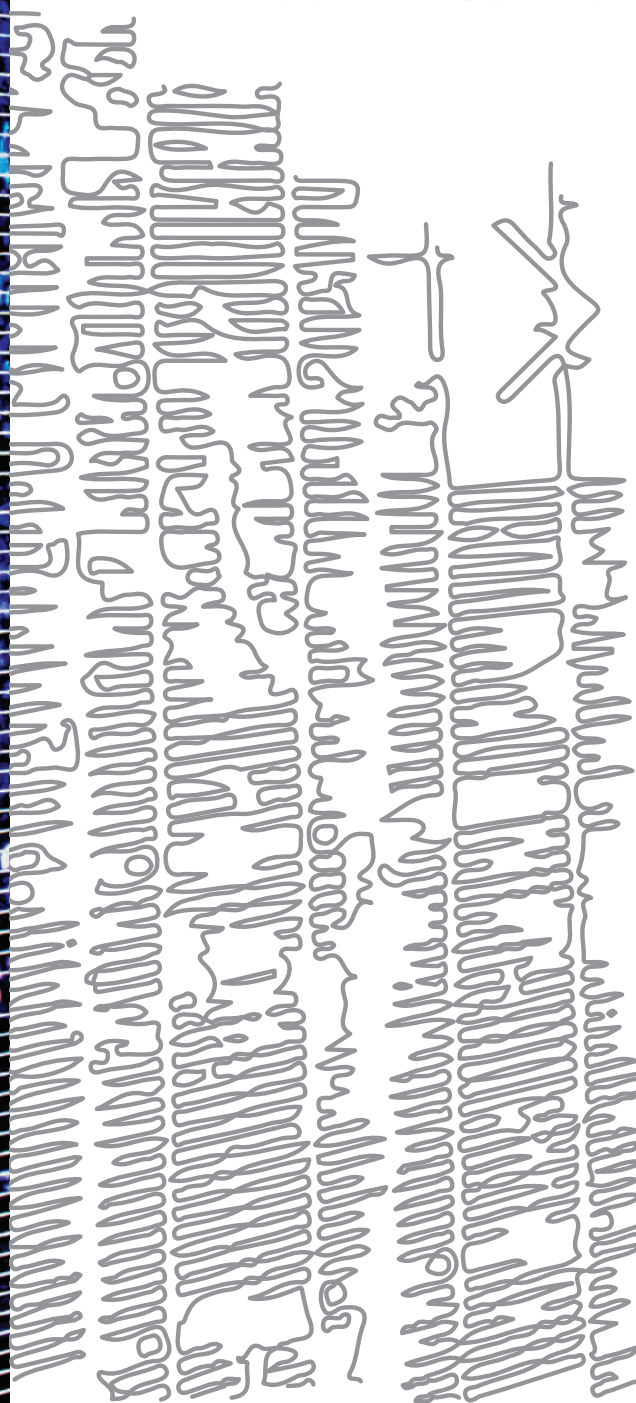
Rice Partners Ltd, une entreprise financée par du capital à risque au Pakistan qui travaille en collaboration avec les petits riziculteurs ruraux, utilise déjà la nouvelle norme et possède de grandes attentes quant à son impact.

« Les indicateurs de la norme sont incroyablement utiles pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une chaîne d'approvisionnement en riz durable dans le monde entier. Ils ont le potentiel d'avoir des effets positifs immédiats sur les communautés agricoles les plus pauvres du monde », affirme Aamer A. Sarfraz, le fondateur de l'entreprise. « Nous disposons à présent d'un cadre grâce auquel nous pouvons mesurer nos objectifs qui consistent à améliorer les moyens de subsistance des riziculteurs, à protéger l'environnement, promouvoir l'utilisation efficace de l'eau et renforcer les capacités des femmes travaillant dans les rizicultures. »



L'ENVIRONNEMENT À L'ÉTUDE

**FAVORISER L'ADOPTION DE
DÉCISIONS FONDÉES SUR DES
CONNAISSANCES INTÉGRÉES**



L'ENVIRONNEMENT À L'ÉTUDE

Pour procéder à un examen régulier de l'environnement, le PNUE cherche à rapprocher les personnes qui génèrent et celles qui exploitent l'information environnementale, en créant un lien entre la science et les politiques. Pour y parvenir, l'organisation se concentre sur trois domaines :

- **Evaluation** – Faciliter l'élaboration de politiques mondiales, régionales et nationales à l'aide de l'information environnementale mise à disposition sur les plateformes ouvertes.
- **L'alerte précoce** – Permettre une meilleure planification de la politique qui intègre des informations sur les questions environnementales émergentes.
- **Gestion de l'information** – Renforcer la capacité des pays à produire, accéder, analyser, utiliser et communiquer des informations et des connaissances de l'environnement.

Évaluation, alerte précoce et gestion de l'information

Le travail du PNUE pose un fondement solide pour la prochaine génération des évaluations environnementales intégrées et permet l'accès aux données sur l'environnement en temps quasi réel pour l'analyse et la prise de décision. Cela permettra aux décideurs travaillant sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris de prendre des décisions fondées sur les dernières informations disponibles.

La plateforme en ligne innovante *UNEP Live* est conçue pour faciliter les processus d'évaluations en rendant des données et des connaissances disponibles à l'échelle mondiale, régionale et nationale. *UNEP Live* inclut des flux de données nationales de 192 pays, liste les obligations mondiales d'information en matière d'environnement pour chaque pays, et héberge un portail sur les Objectifs de développement durable (ODD) ainsi que neuf communautés de pratiques comprenant plus de 1 500 membres. Les données en temps quasi-réel ainsi que des cartes sont disponibles sur la plateforme *UNEP Live* et couvrent un large éventail de thèmes comme la qualité de l'air, l'élévation du niveau de la mer, les indicateurs en matière d'utilisation efficace des ressources, le trou dans la couche

d'ozone en Antarctique, les plastiques polluant l'environnement marin et les espèces menacées.

Le conseil des chefs de secrétariat des Nations unies (CEB) a salué, lors de sa session du 29 avril 2015, la contribution innovante qu'*UNEP Live* représente dans l'exploitation de la révolution générée par les données.

En plus de développer la plateforme en ligne *UNEP Live*, le PNUE aide également les pays à renforcer la production de rapports nationaux, ce qui améliorera l'accès et la qualité des données disponibles pour de prises de décisions. Un système de fourniture de rapport national (NRS) a été élaboré par le PNUE avec le soutien de l'Initiative mondiale d'Abou Dhabi sur les données environnementales mondiales (AGED) visant à standardiser la collecte de données et à faciliter le partage d'informations pour différents objectifs. Le PNUE soutient également les initiatives visant à générer des données crédibles à l'échelle nationale accessibles dans des formats compatibles sur les plateformes publiques. Dans le cadre du programme GeoSUR, les services géographiques du Chili, de la Colombie, de l'Equateur, du Mexique, de l'Uruguay partagent désormais des données et des informations environnementales grâce à des services de cartographie interactive.

UNEP LIVE INCLUT LA CIRCULATION DES DONNÉES AU NIVEAU NATIONAL DE 192 PAYS, LISTE LES OBLIGATIONS DE DÉCLARATION STATISTIQUES ENVIRONNEMENTALE DE CHAQUE PAYS, ET HÉBERGE UN PORTAIL SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD) AINSI QUE NEUF COMMUNITÉS DE PRATIQUE COMPTANT PLUS DE 1500 MEMBRES.



La foudre frappant la Terre vue de la station spatiale internationale. © NASA / Reuters

Système de présentation de rapports nationaux

Testé dans 20 pays

Conduit par AGEDI aux **Émirats arabes unis**

La **Bosnie-Herzégovine**, le **Kazakhstan** et le **Kirghizistan** explorent l'outil et les plates-formes ouvertes pour une utilisation nationale

Samoa est pionnier parmi les petits États insulaires en développement (PEID).

La 6^{ème} étude sur l'Avenir de l'environnement mondial (GEO-6), actuellement en cours, bénéficie désormais du flux de données rendue disponibles grâce à la plateforme *UNEP Live*. Six conférences du réseau d'information régional sur l'environnement ont été organisées afin d'identifier les priorités majeures et les nouveaux enjeux dans le but d'alimenter les évaluations de GEO-6 et de considérer l'accès et le partage de données dans le cadre de la nouvelle plateforme *UNEP Live* et des plateformes ouvertes de données.

Priorités majeures définies pour les six évaluations régionales GEO-6 qui seront lancées en mai 2016

Afrique : Protection et valorisation du capital naturel de l'Afrique

Asie et Pacifique : Un environnement sain pour le développement durable des économies

Europe : Le bien-être comme but ultime pour le développement

Amérique latine et Caraïbes : Protéger les richesses naturelles

Amérique du Nord : Recourir au leadership en matière de données, aux villes en tant que laboratoires vivants, et aux partenariats en matière de gouvernance de l'environnement

Asie de l'Ouest : Paix et bonne gestion de l'environnement pour le développement durable

En renforçant l'interface science-politique, Le PNUE vise à augmenter le nombre d'agences des Nations unies, des Accords multilatéraux sur l'environnement (AME), ainsi que les forums nationaux, régionaux utilisant des données sur les tendances environnementales. Le PNUE a dépassé ses objectifs de décembre 2015 en ce qui concerne nombre des agences des Nations unies et les AME et a rempli ses objectifs fixés pour les forums et les institutions. Par exemple, la première édition de l'Atlas des zones humides d'Ouganda – qui s'est appuyé sur des observations de la terre dans le but de suivre les changements intervenus dans les zones humides des quartiers urbains de Kampala, Mukono et Wakiso – a permis d'initier un accord sur un programme de restauration des zones humides.

Le PNUE souhaite également augmenter le nombre de parties prenantes adoptant des scénarios et des systèmes d'alertes précoces sur les questions environnementales émergentes dans leurs processus d'élaboration des politiques. Le début des travaux de mise en garde du PNUE, comme le Livre de l'année 2014 du PNUE, suscite l'attention et favorise des mesures adéquates pour traiter des questions environnementales émergentes qui menacent le développement durable.



Le bec-en-sabot du Nil est menacé d'extinction en raison de l'empiétement des hommes sur les zones humides. L'Atlas des zones humides de l'Ouganda a joué un rôle important dans un nouveau programme de restauration des zones humides. © STR New / Reuters

« FACILITER LE DIALOGUE ENTRE LES SCIENTIFIQUES, LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES DÉCIDEURS POLITIQUES EST AU CŒUR DU TRAVAIL DU PNUE. DISPOSER DES MEILLEURES DONNÉES SCIENTIFIQUES, DES PLUS GRANDS ESPRITS N'A AUCUN SENS SI CELA NE CONTRIBUE PAS À RÉPONDRE AUX BESOINS DE LA PLANÈTE ET DES PEUPLES. »

**ACHIM STEINER,
DIRECTEUR EXÉCUTIF DU PNUE.**

L'ENVIRONNEMENT À L'ÉTUDE

Pour suivre les progrès de la mise en œuvre de la dimension environnementale du Programme de développement durable à l'horizon 2030, les pays doivent avoir les moyens d'observer les tendances et d'assurer une gestion des données. Un nouveau portail en ligne portant sur les Objectifs de développement durable (ODD) hébergé par *UNEP Live* permet de visualiser les liens entre les indicateurs suggérés, les buts et les objectifs. L'observation de la terre offre de nouvelles opportunités pour l'étude continue de l'environnement. Lors du sommet 2015 *Eye on Earth*, les acteurs principaux du domaine des données environnementales se sont engagés à mettre en œuvre un ensemble de mécanismes pratiques afin de combler le manque de données qui tend à bloquer la prise de décision pour assurer un développement durable. Le PNUE s'est engagé à travailler en collaboration avec des partenaires dans le cadre de l'Observation mondiale de la Terre, ainsi qu'en prenant compte des indicateurs données par les ODD basés sur les données de télédétection afin d'assurer que les pays puissent avoir accès à des flux de données adéquats qui leur permettent de mener des évaluations basées sur des indicateurs et de fournir des rapports sur les progrès réalisés relatifs aux buts énoncés par les ODD.

Pour davantage d'informations sur les travaux du PNUE et l'étude de l'environnement, visitez le site internet www.unep.org/environnementunderreview ou suivez le PNUE sur Twitter ou Facebook.



Les avancées en matière de durabilité ne pourront être atteintes que si les femmes et les hommes sont également impliqués dans le développement. Le PNUE travaille avec d'autres partenaires sur le premier Avenir de l'environnement mondial pour l'égalité des sexes. © Olivia Harris / Reuters



Eye on Earth est au cœur d'un mouvement visant à l'exploitation de grandes données pour l'élaboration des politiques. © Kim Kyung Hoon / Reuters



DES DISPOSITIFS À BAS COÛT CAPABLES D'AIDER LES PAYS À RÉDUIRE LE NOMBRE DE DÉCÈS CAUSÉS PAR LA POLLUTION DE L'AIR

Le Programme des Nations-Unies pour l'environnement a élaboré un prototype d'appareil révolutionnaire pour mesurer la qualité de l'air, son coût devrait être 100 fois inférieur à celui des systèmes existants, avancés mais coûteux, et il pourrait contribuer à révolutionner la mesure de la qualité de l'air dans les pays en développement et à prévenir des décès liés à la pollution de l'air.

Le dispositif coûtera environ 1500 dollars par unité, donnant ainsi la possibilité aux gouvernements et aux autorités locales de monter des réseaux de stations de surveillance de l'air à la fois fixes et mobiles à faible coût.

Désormais, la plateforme *UNEP Live* permet de visualiser, et cela pratiquement en temps réel, la surveillance de la qualité de l'air depuis 2000 stations à travers le monde. Cependant, une petite partie seulement de ces stations se trouvent dans les pays en développement et leur configuration et étalonnage varient. L'installation à grande échelle de ce nouveau dispositif pourrait combler ce manque de données et contribuer à la standardisation de leur collecte.

« Chaque année, la pollution de l'air est responsable de 7 millions de décès prématurés dans le monde, la pollution atmosphérique causant plus de la moitié de ces décès. Malheureusement, ces décès sont entièrement évitables, » affirme le directeur exécutif du PNUE, Achim Steiner.

« 88 % des décès liés à la pollution atmosphérique se produisent dans les pays à faible et moyen revenu. Pourtant, ce sont ces mêmes pays en développement qui ne bénéficient d'aucun accès aux données sur la qualité de l'air. Le dispositif élaboré par le PNUE pourrait déclencher une révolution de l'accès aux données et réduire les effets négatifs liés à la pollution de l'air. »

De nombreuses villes africaines souffrent des conséquences de la mauvaise qualité de l'air en raison des niveaux élevés de particules qui contiennent des produits chimiques dangereux en suspension dans l'air. La plupart des particules fines proviennent de la combustion des combustibles, à la fois des véhicules et des sources fixes telles que les centrales électriques, l'industrie et les ménages.

Le dispositif élaboré par le PNUE est capable de mesurer la concentration des particules fines qui, selon l'Organisation mondiale de la santé, ont des effets très importants sur la santé humaine. Le dispositif peut aussi mesurer la concentration de soufre et d'oxydes d'azote et peut éventuellement mesurer d'autres gaz tels que l'ozone.

Ce dispositif a été conçu pour être accessible, nécessitant un étalonnage moins fréquent et les capteurs de l'appareil peuvent durer deux années avant de devoir être remplacés. Un système de GPS intégré rendra le dispositif mobile. Les plans du dispositif seront libres d'accès

Des enfants font du vélo et portent des masques pour les protéger de la pollution en Indonésie. La surveillance de la qualité de l'air du PNUE contribue à suivre les zones de grandes pollutions et délivrent des informations en vue de l'élaboration des politiques. AFP / Subex

afin de permettre aux gouvernements et aux organisations d'assembler et de fabriquer les unités librement, de créer des opportunités pour l'innovation, encourager le développement des entreprises et la création d'emplois verts. Depuis son lancement en septembre, plusieurs demandes d'entreprises, de chercheurs, d'institutions et d'organismes ont été enregistrées par le PNUE.

Le prototype est actuellement en phase de tests à Nairobi, au Kenya, où se trouve le siège du PNUE, afin de cartographier les principales zones de pollution atmosphérique de la ville. Le contrôle est effectué en collaboration avec le ministère kényan de l'Environnement et des ressources naturelles et la ville de Nairobi.

« Nous souhaitons créer au moins 50 unités avec le soutien du PNUE, » a déclaré le professeur Judi Wakhungu, secrétaire du Cabinet pour l'environnement, des ressources naturelles et de l'administration du développement régional. « Avec plusieurs de ces unités, le Kenya pourra facilement cartographier les principales zones de pollution atmosphérique dans les zones urbaines et rurales. »

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le rôle du PNUE pour assurer la durabilité environnementale dans le cadre du programme de développement à l'horizon 2030

En septembre 2030 le Programme pour le développement durable à l'horizon 2030 a été adopté. Les 17 objectifs de développement durable (ODD) visent à éliminer la pauvreté, protéger la planète et assurer la paix et une vie digne pour tous.

La moitié des ODD est directement liée à l'environnement ou concernent la durabilité des ressources naturelles : la pauvreté, la santé, la nourriture et l'agriculture, l'eau et l'assainissement, les établissements humains, l'énergie, les changements climatique, la consommation et la production durables, les océans et les écosystèmes terrestres.

Le PNUE encourage la durabilité environnementale, facteur crucial pour assurer la santé de notre planète, et s'engage à travailler avec toutes les parties pour garantir le succès de ce programme ambitieux.

15 VIE TERRESTRE



Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

1 3 6 8
9 11 12

13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

1 7 8 11 12

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT



Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

1 12 15

2 FAIM ZERO



Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

1 5 10
11 12 14

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

1 10 12

1 PAS DE PAUVRETE



Éliminer l'extrême pauvreté et la faim

5 10 12 16

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES



Établir des modes de consommation et de production durables

1 2 8
11 14 15

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES



Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables

1 2 3 8
9 12 13

7 ENERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE



Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

1 2 3 4 6
10 12 14 15

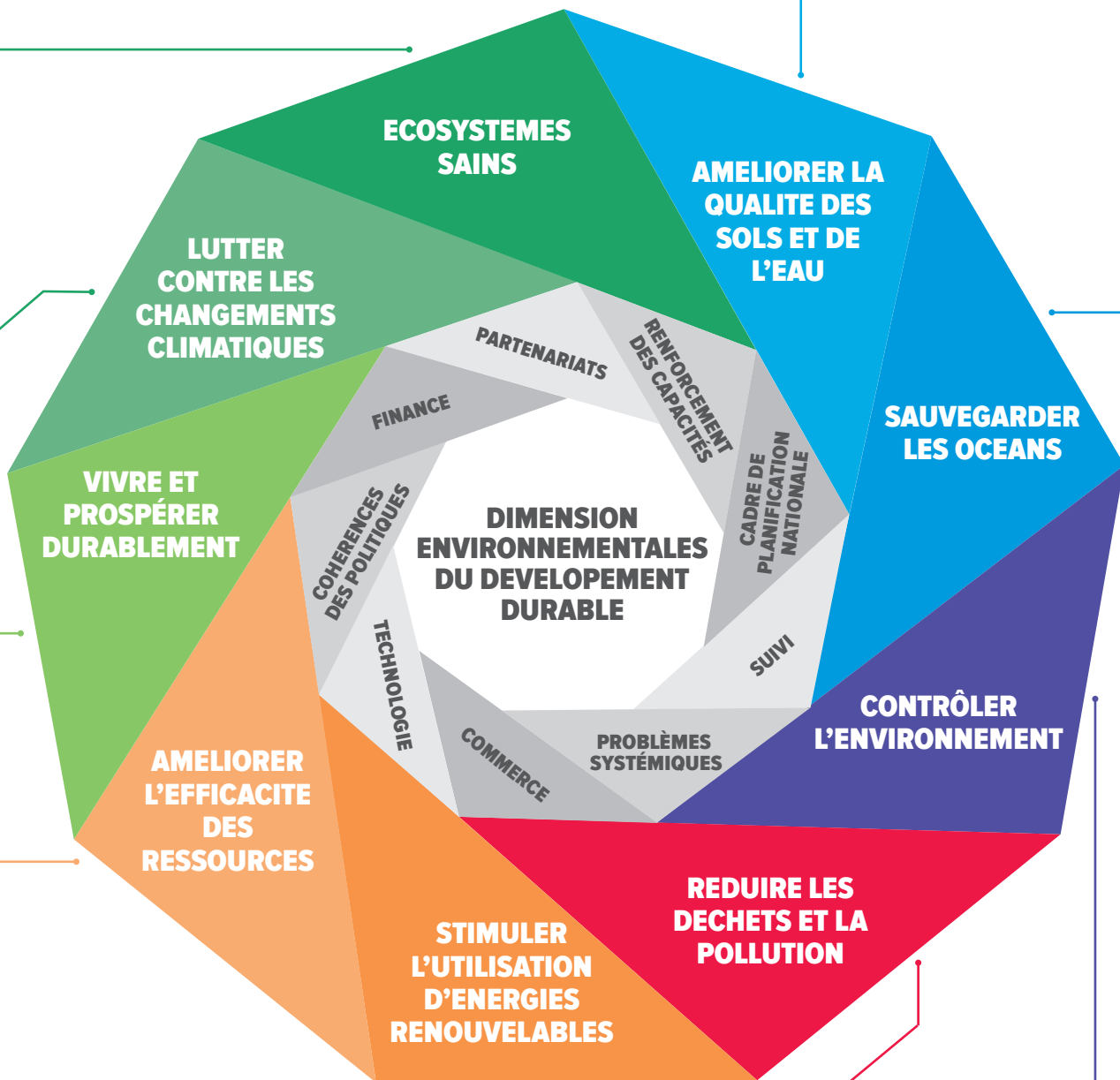
9 INDUSTRIE INNOVATION ET INFRASTRUCTURE



Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

1 2 4 8
10 12 13

(X) = Objectifs liés



10 INÉGALITÉS RÉDUITES

Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

- 1 12 14 15

4 EDUCATION DE QUALITÉ

Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

- 1 8 12

14 VIE AQUATIQUE

Conservier et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

- 1 2 8 15

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

- 1 10 12

5 EGALITÉ DES SEXES

Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

- 1 2 3 4
6 7 8 9
10 11 12 13
14 15 16

3 BONNE SANTÉ ET BIEN ÊTRE

Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

- 1 8 10
11 14 15

LES ACCORDS MULTILATÉRAUX SUR L'ENVIRONNEMENT

LES CONVENTIONS MONDIALES ADMINISTRÉES PAR LE PNUE EN 2015



La Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone et le Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone

La feuille de route de Doubaï

Suite à 6 années de négociations, les 197 parties se sont mises d'accord sur « La feuille de route de Doubaï sur les Hydrofluorocarbures (HFC) », un plan visant à élaborer un amendement au Protocole de Montréal en 2016 pour favoriser le contrôle des HFC, aggravant le changement climatique. La réduction des HFC permettrait d'éviter l'émission de 105 gigatonnes de dioxyde de carbone à l'horizon 2050, et réduirait le réchauffement de 0,2 à 0,4°C d'ici la fin du siècle.

EN MOYENNE, LES HFC ONT UN POTENTIEL DE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE 2 500 FOIS SUPÉRIEUR AU CO₂

Rapport de synthèse des évaluations menées en 2014

Le Protocole de Montréal a contribué à réduire de presque 100 % la production et la consommation de substances appauvrissant la couche d'ozone à travers le monde. La Synthèse des rapports 2014 des groupes d'évaluation scientifique, des effets sur l'environnement, de la technologie et de l'économie du Protocole de Montréal a confirmé que la couche d'ozone se reconstitue.

2 millions de cas de cancer de la peau pourrait être évités chaque année à l'horizon 2030. Rien qu'aux États-Unis, 283 millions de cas de cancer de la peau pourraient être évités pour les personnes nées entre 1990 et 2100. 1,6 millions de décès dus au cancer de la peau seront évités et ainsi que 46 millions de cas de cataractes.

Le Protocole de Montréal, grâce auquel la couche d'ozone se reconstitue, pourrait garantir l'économie de 1,8 billions de dollars en coûts de soins de santé, le coût des dommages évités s'élèverait à 460 milliards de dollars dans le secteur de l'agriculture, de la pêche, et des matériaux.

30^{ème} anniversaire de la Convention de Vienne

En 2015, la communauté internationale a fêté le 30^{ème} anniversaire de la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone. Pour commémorer l'évènement, une campagne en ligne a été organisée par le Secrétariat pour l'Ozone du PNUE, la campagne a touché 1 346 012 personnes.

Les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm (BRS)

Triple conférence des Parties et activités d'assistance scientifique et technique associées :

3 réunions neutres en carbone des conférences des Parties aux Conventions de Bâle, Rotterdam et Conventions de Stockholm;

1 188 participants venus de 171 pays et 84 organisations non gouvernementales;

74 Fête de la Science et événements parallèles;

73 décisions prises;

135 articles de presse publiés depuis 35 pays;

3 polluants organiques persistants (POP) ajoutés à la Convention de Stockholm;

1 pesticide ajouté à la Convention de Rotterdam;

9 Directives techniques adoptées sur les flux de déchets dangereux et 3 directives sur l'application en vertu de la Convention de Bâle.

5 rapports de suivi sur les niveaux de POP présents dans l'environnement et chez l'homme depuis les cinq régions officielles des Nations Unies;

1 Plan mondial de suivi sur l'entrepôt de données fournissant un accès public aux données mondiales sur les POP;

1 525 participants ont bénéficié des webinaires BRS, 52 % étaient des femmes.



La Convention sur la diversité biologique (CBD)

L'Andorre et l'Etat de Palestine ont ratifié la Convention en 2015, portant le nombre total de parties à 196.

168 cinquièmes rapports nationaux, ont été soumis. Ils représentent une source importante d'informations pour l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan stratégique pour la biodiversité 2011–2020 et les objectifs d'Aichi pour la biodiversité.

184 Parties ont mené à bien leurs Stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB), tandis que 9 Parties élaborent leurs premiers plans.

Relier les priorités mondiales :

Publié en juin 2015 lors de la Semaine verte en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé a bénéficié de l'expertise de plus de 100 scientifiques pour établir un examen détaillé des récentes pertes de biodiversité

Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation à la Convention sur la diversité biologique

13 nouvelles Parties, y compris la Croatie et Cuba, ont ratifié le Protocole de Nagoya en 2015, portant le total du nombre de pays à 70.

Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques à la Convention sur la diversité biologique

La Côte d'Ivoire et l'Etat de Palestine ont ratifié le Protocole en 2015, portant le nombre total de parties à 170.



Convention sur les espèces migratrices (CMS)

L'Afghanistan et le Brésil ont ratifié la CMS en 2015, portant le nombre total de parties à 122.

Les Comores, l'Iran, Israël, la Croatie, le Liban, l'Espagne et la République arabe syrienne ont signé le protocole d'accord concernant la conservation des oiseaux de proie migrateurs d'Afrique et d'Eurasie, portant le nombre total de pays à 55. Sur les 20 espèces ajoutées à l'Annexe de ce protocole d'accord sur les rapaces, 17 étaient des vautours, qui font face à déclin spectaculaire en Afrique

La Nouvelle-Zélande a signé le protocole sur la conservation des requins migrateurs, portant le nombre total de signataires à 39.

La 3^{ème} Réunion des Signataires du Protocole d'accord de Saiga a adopté de nouvelles mesures, y compris atténuer ou éliminer les obstacles à la migration des antilopes saïga, entreprendre une action anti-braconnage et renforcer la gestion de la santé de la faune. Le CMS a envoyé une mission d'urgence pour enquêter sur la mort de plus de 211 000 saïgas au Kazakhstan mai 2015.

Lors du 25^{ème} anniversaire de l'Accord sur la conservation des phoques de la mer des Wadden, un nombre record de port bébés phoques ont été dénombrés.



Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction

1 nouvelle Partie rejoint la CITES – l'Union européenne

Le Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICCWC) piloté par la CITES célèbre son 5^{ème} anniversaire

Les 19 Parties à la CITES ont élaboré et ont continué à mettre en œuvre des plans d'action nationaux pour l'ivoire (NIAPs)

62 pays d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe ont travaillé ensemble lors du l'Iniative inter-continentale soutenue par le ICCWC

64 notifications adressées aux Parties ont été envoyées à 181 Parties contractantes à la CITES

L'opération COBRA III a donné lieu à 139 arrestations et plus de 247 saisies : de l'ivoire d'éléphant, des cornes de rhinocéros, des pangolins, du bois de rose, des tortues et bien d'autres spécimens de plantes et d'animaux

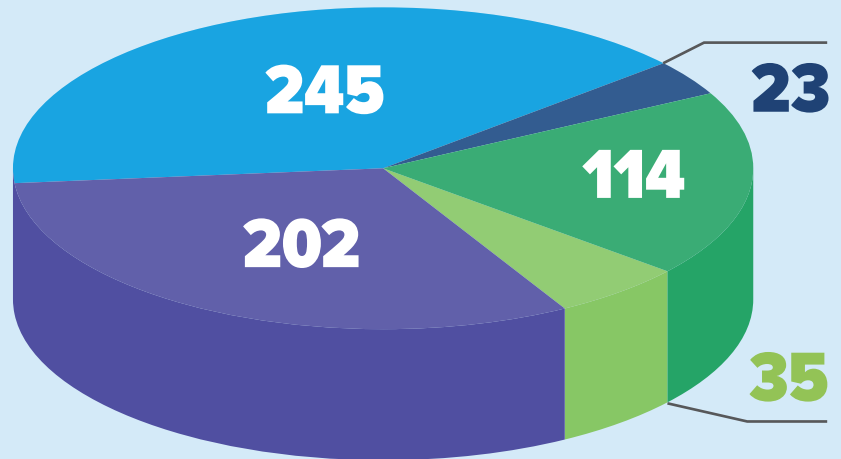
290 participants étaient présents lors de la 28^{ème} réunion du Comité CITES pour les animaux et la 22^{ème} réunion du Comité pour les plantes de la CITES

La page Facebook de CITES compte plus de 400 000 d'abonnés

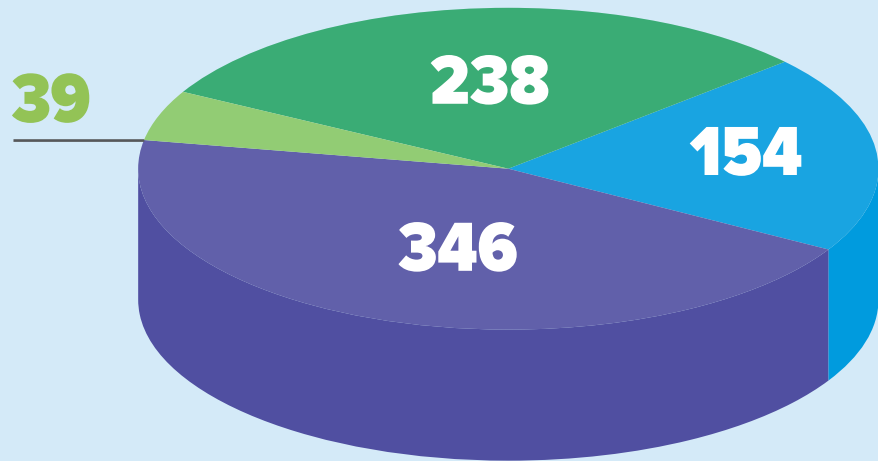
La base de données sur le commerce dépasse les 15 millions d'entrées CITES

190 millions de personnes ont participé à la campagne menée par CITES sur les réseaux célébrant la Journée mondiale de la vie sauvage 2015 sur les seules plateformes Facebook et Twitter

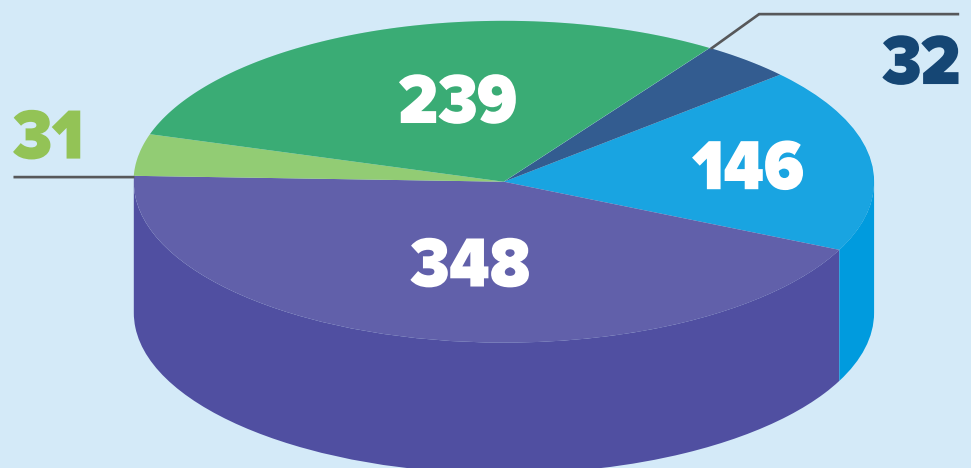
**BUDGET
TOTAL
PREVU**
619
MILLIONS
DE DOLLARS



**REVENUS
TOTAUX**
777
MILLIONS
DE DOLLARS



**DÉPENSES
TOTALES**
796
MILLIONS
DE DOLLARS



*Les dépenses ont dépassé le montant des revenus totaux en raison des soldes reportés de l'exercice passé qui devaient être consacrés à l'exercice biennal 2014-2015. ** Les revenus incluent l'appui au programme.

Ces chiffres sont indicatifs et pourraient changer lorsque les comptes définitifs seront établis en avril 2016.

CONTRIBUTIONS DES DONATEURS

Le PNUE tient à remercier sincèrement ses donateurs et ses partenaires pour la générosité dont ils continuent de faire preuve envers le PNUE. Grâce à leur soutien, le PNUE a reçu un montant de 777 millions de dollars en revenus totaux en 2014–2015 – un nouveau record dans l’histoire du PNUE, longue de 43 ans.

Plusieurs tendances importantes ont été observées au cours de l’exercice biennal. Les financements pour l’environnement n’ont pas augmenté en conformité avec le budget approuvé mais les conséquences d’une telle baisse ont été minimisées grâce à la disponibilité d’allocations budgétaires versées par un certain nombre de partenaires, qui ont pu être réparties aux sept sous-programmes.

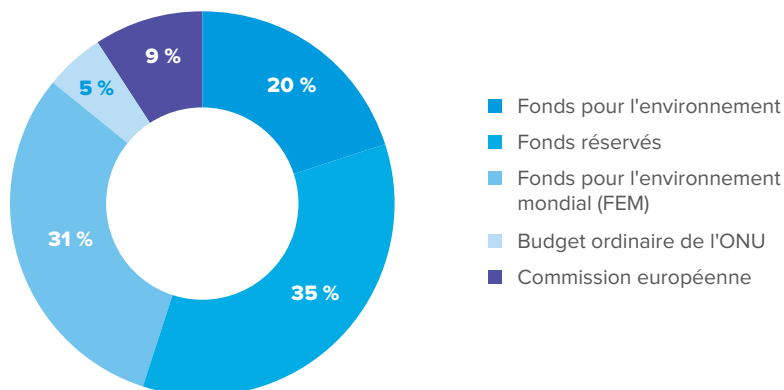
Le financement du budget ordinaire a augmenté de 134 % (pour atteindre 39 millions de dollars). A la suite de l’adoption du budget 2016–2017 par l’Assemblée générale, ce montant sera porté à 47 millions de dollars pour l’exercice biennal à venir. Les contributions ont excédé les objectifs prévus de 71 %, reflétant une forte demande à la hausse pour les services offerts par le PNUE.

Pour la période 2014–2015, 5 % des revenus totaux provenaient du budget ordinaire des Nations unies dont le compte des Nations unies pour le développement, 20 % du Fonds pour l’environnement, qui facilite la mise en œuvre d’activité dans tous les secteurs du Programme de travail, et 75 % provenaient de contributions du Fonds pour l’environnement mondial (FEM) et de la Commission européenne, qui fournissent des projets en conformité avec le Programme de travail.

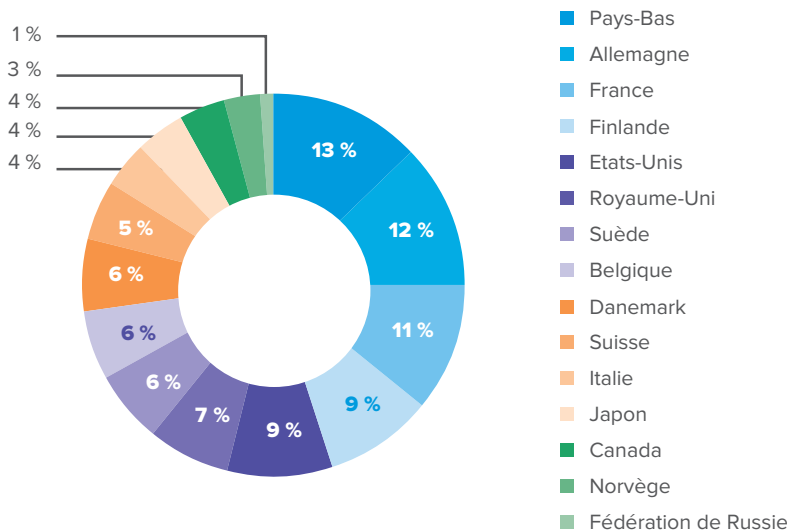
En 2015, seulement 39 % des 193 états membres ont versé des contributions aux PNUE en appui à ses programmes.

Assurer la stabilité et la sécurité des financements du PNUE est crucial pour atteindre les aspirations fixées par la communauté internationale dans le Programme de développement durable à l’horizon 2030 et l’Accord de Paris sur les changements climatiques en 2015.

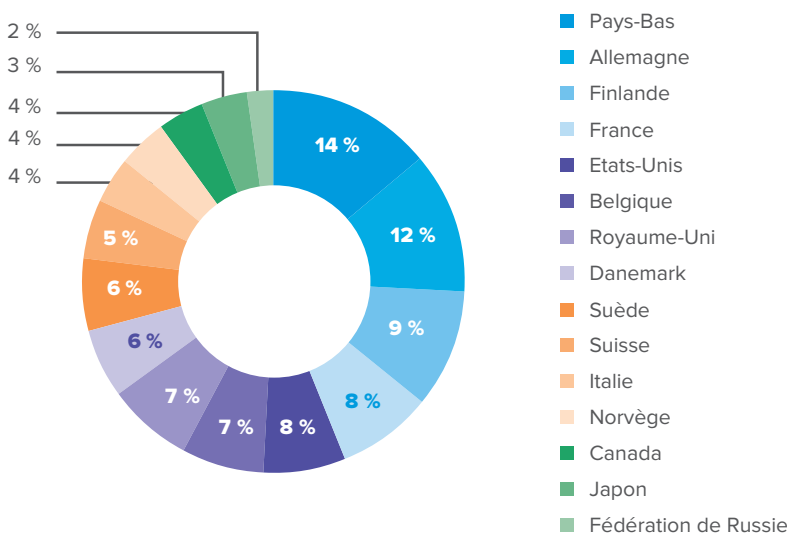
Graphique 1 : Sources de financements



Graphique 2 : Les 15 contributeurs principaux au Fonds pour l’environnement en 2015



Graphique 3 : Les 15 contributeurs principaux au Fonds pour l’environnement en 2014



CHAMPIONS DE LA TERRE

Cinq chefs de file exemplaires dans le domaine de l'environnement, de la sphère publique, privée, de la recherche ou de l'activisme ont reçu la plus haute distinction attribuée par les Nations unies, le prix des Champions de la Terre, lors d'une cérémonie marquant la clôture du Sommet mondial pour le développement durable en septembre 2015.

Le prix annuel est remis aux personnalités d'exceptions des gouvernements, de la société civile et du secteur privé ayant agi en faveur de la protection de l'environnement.

SE Sheikh Hasina, Premier ministre du Bangladesh, La *National Geographic Society*, Paul Polman, le PDG d'Unilever, Le groupe anti-braconnage Black Mamba et l'entreprise de cosmétiques brésilienne Natura ont tous été récompensés pour leurs réussites.

La cérémonie de l'année 2015, présidée par les deux ambassadeurs de bonne volonté du PNUE, l'acteur Ian Somerhalder, le mannequin Giséle Bündchen, et l'actrice Nikki Reed, a mis l'accent sur l'importance des Objectifs de développement durable.

Les récompenses visent à faire échos à ces objectifs – à travers l'exemple donnés par les lauréats – en montrant que la transition vers des modèles économiques faibles en carbone, ne laissant personne à l'abandon et durables ne sont pas seulement possibles mais déjà en marche.

d'un moment historique. 193 nations se sont engagées à adopter la voie vers un avenir durable pour l'ensemble de la planète et de ses peuples grâce à l'adoption des Objectifs pour le développement durable. Il s'agit d'une réussite remarquable, mais c'est maintenant que le travail sérieux commence », affirme le directeur exécutif du PNUE, Achim Steiner.

« Les 17 objectifs intègrent tous les aspects de nos économies, de nos sociétés et de l'environnement, le défi est par conséquent formidable. Chacun des 5 Champions de la Terre démontrent que ce défi peut être relevé et je crois qu'il sera relevé et ouvrira la voie à un avenir équitable et durable pour tous. »

Pour davantage d'informations sur cette récompense, visitez le site internet www.unep.org/champions



Natura récompensée pour son engagement sans précédent, l'entreprise est pionnière en terme de modèles commerciaux durables. © Marlos Bakker Fotografia LTDA

« Lors du Sommet, nous avons été témoins



De gauche à droite en partant du bas : Nikki Reed, Ian Somerhalder, le directeur exécutif adjoint du PNUE, Ibrahim Thiaw, Gisele Bündchen, le directeur exécutif du PNUE, Achim Steiner. © Braschler / Fischer



IL. Sheikh Hasina, Premier Ministre du Bangladesh, récompensée pour son exemplarité sur la ligne du changement climatique. © PNUE



National Geographic Society, récompensée pour plus d'un siècle de science, d'exploration et de récits porteurs de changement © Michael Nichols



L'unité Anti-Braconnage Black Mamba (Afrique du Sud), récompensée pour son courage exceptionnel dans la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages au niveau communautaire. © PNU



Paul Polman, PDG d'Unilever, récompensé pour avoir remis en question les normes commerciales et pour avoir démontré que le commerce durable, équitable et soucieux de l'environnement est possible et judicieux. © PNU

LES AMBASSADEURS DE BONNE VOLONTÉ DU PNUE



BERTRAND PICCARD

pendant la Conférence sur les changements climatiques de Paris, Bertrand Piccard est devenu le dernier ambassadeur de bonne volonté du PNUE



JACK JOHNSON

lors d'un nettoyage de la plage pendant la Journée mondiale de l'environnement dans les Bahamas.

Le Suisse Bertrand Piccard, le visionnaire derrière le concept du seul avion capable de voler jour et nuit sans une seule goutte de carburant et le musicien de renom Jack Johnson sont tous deux devenus les nouveaux ambassadeurs du PNUE en 2015.

Afin d'attirer l'attention du monde entier sur le potentiel de l'énergie solaire, M. Piccard et son collègue André Borschberg traversent le monde à bord d'un avion uniquement alimenté en énergie solaire, dénommé *Solar Impulse*. Les pilotes ont d'ores et déjà parcouru 19 957 kilomètres entre Abou Dhabi et Hawaï.

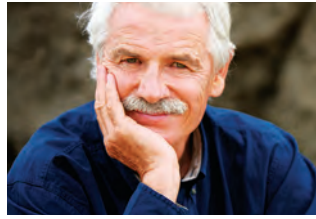
« Cette désignation m'encourage à continuer de montrer combien de choses étonnantes peuvent être réalisées grâce aux énergies renouvelables, mais aussi pour inciter à l'utilisation d'un plus grand nombre de technologies à haute efficacité énergétique à travers le monde. » a déclaré M. Piccard alors qu'il endossait son rôle d'ambassadeur de bonne volonté au moment de la conférence sur le changement climatique en décembre 2015.

En tant qu'Ambassadeur de bonne volonté du PNUE, il profitera de sa popularité pour convaincre les décideurs politiques, les entrepreneurs et les communautés qu'un monde neutre en carbone est tout autant réalisable qu'un tour du monde en avion sans carburant. Il aura également l'occasion de consacrer les dernières étapes de son voyage solaire à l'engagement des jeunes et des enfants afin de les sensibiliser à une consommation énergétique efficace.



RAGHEB ALAMA

Ambassadeur de bonne volonté,
Région arabe



YANN ARTHUS-BERTRAND

Ambassadeur de bonne volonté



LI BINGBING

Ambassadrice de bonne volonté



GISELE BÜNDCHEN

Ambassadrice de bonne volonté



DON CHEADLE

Ambassadeur de bonne volonté



PATRICK MAKAU

Patron de l'air pur



SUZANNA OWIYO

Ambassadrice de bonne volonté,
Kenya



LEWIS PUGH

Patron des océans



IAN SOMERHALDER

Ambassadeur de bonne volonté



PAVAN SUKHDEV

Ambassadeur de bonne volonté



YAYA TOURÉ

Ambassadeur de bonne volonté



ERIC WAINAINA

Ambassadeur de bonne volonté,
Kenya

M. Johnson, l'artiste multi-platine, acclamé pour son travail environnemental, a été nommé Ambassadeur de bonne volonté lors de la Journée mondiale de l'environnement (JME) – le principal moyen pour l'Organisation des Nations Unies de sensibiliser les citoyens aux questions environnementales et d'encourager les mesures en faveur de l'environnement, célébrée dans plus de 100 pays.

« Devenir ambassadeur de bonne volonté du PNUE est un honneur pour moi, affirme M. Johnson. A Hawaï, lorsque nous travaillons tous ensemble nous disons « Laulima », ce qui signifie « plusieurs mains ». C'est toujours impressionnant de voir ce qu'on peut accomplir lorsque la bonne équipe est réunie et que tout le monde travaille ensemble. J'envisage cette relation avec le PNUE comme un moyen d'encourager plus de gens à faire plus au sein de leur communauté. »

La JME 2015 – dont le slogan était « Sept milliards de rêves. Une seule planète. Consommons avec modération » était consacrée au thème de la consommation durable comme moyen de parvenir à un développement équitable et ne laissant personne à l'abandon tout en minimisant la surexploitation des ressources naturelles et des effets négatifs sur l'environnement.

Depuis 2001, les albums de M. Johnson se sont vendus à plus de 20 millions d'exemplaires à travers le monde. Sa maison de disque Brushfire, et son équipe de tournée sont exemplaires sur la question de l'écologisation des pratiques de l'industrie musicale et son réseau social pour l'action *All at Once* a mobilisé des millions de jeunes et les a encouragés à prendre des mesures pour la protection de l'environnement. M. Johnson va contribuer à susciter l'intérêt et générer des actions positives pour la cause environnementale en soutien du travail du PNUE. Il se concentrera en particulier sur les problèmes tels que la pollution marine et encouragera les systèmes alimentaires durables et les initiatives zéro plastique.

Les 12 ambassadeurs de bonne volonté et patrons du PNUE profitent de leur popularité pour sensibiliser les citoyens au sujet de la protection environnementale, et pour inciter à la prise de mesures en faveur du climat, le commerce illégal de la vie sauvage et la protection marine – en participant à des événements tels que la JME et la soirée de remise des prix Champion de la Terre. Le PNUE tient à exprimer sa gratitude envers l'engagement de tous ses ambassadeurs et patrons et pour leur engagement à changer l'attitude du public envers l'environnement.

Pour davantage d'informations, visitez www.unep.org/gwa

HOMMAGE À MAURICE STRONG (1929 – 2015)



A LA FIN DE L'ANNÉE DERNIÈRE, LE MONDE A PERDU L'UN DE SES GRANDS LEADERS, LE DIRECTEUR EXÉCUTIF FONDATEUR DU PNUE, DÉCÉDÉ À L'ÂGE DE 86 ANS – QUELQUES JOURS AVANT L'ADOPTION DE L'ACCORD DE PARIS, QUI REPRÉSENTE, À BIEN DES ÉGARDS, L'HÉRITAGE DE SA VIE DE LEADER ÉCOLOGISTE.

Maurice était un être exceptionnel, ainsi qu'un leader au sein de la communauté internationale. Peu de personnes peuvent prétendre avoir façonné le cours de l'histoire au cours des 50 dernières années comme Maurice l'a fait, et il a continué à exercer une influence énorme jusqu'aux derniers jours de sa vie.

Ses prises de positions courageuses ont rendu possible la conférence de Stockholm en 1972, une conférence historique qui a été le point de départ d'une nouvelle ère dans la diplomatie internationale, dans le domaine de l'environnement et qui a marqué la naissance du PNUE, la première agence des Nations unies dont le siège se trouve dans un pays en développement. Maurice Strong a accepté sa nomination et a endossé le rôle de premier directeur exécutif du PNUE. Il s'est alors installé au Kenya afin de fonder le siège mondial emblématique du PNUE sur ce qui était alors une plantation de café en périphérie de Nairobi.

Nous nous souviendrons toujours de Maurice comme de celui qui a placé l'environnement dans les priorités du programme international et au cœur du développement. Il a piloté les processus de gouvernance mondiale de l'environnement – depuis le Sommet de la Terre de Rio, le Programme 21 et la déclaration de Rio jusqu'au lancement de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique.

Lors de l'Assemblée générale en 2014, Maurice a appelé les dirigeants du monde à « assumer les responsabilités qui leur incombent en tant que gardiens de la planète, prendre des décisions qui uniront les riches et les pauvres, le Nord, Le Sud, l'Est et l'Ouest, dans un nouveau partenariat mondial pour assurer notre avenir commun. »

Cet appel à agir – qui reposait sur la feuille de route pour la durabilité initiée à Stockholm et poursuivie à Rio, Johannesburg et Rio+20 – est devenu réalité l'an dernier avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris. Il ne pouvait pas y avoir de meilleur hommage à la mémoire de Maurice.

Le PNUE pleure sa perte et est reconnaissant pour la vision, l'exemplarité qu'il a su représenter pour régler les défis environnementaux de notre génération et son rôle fondateur dans l'adoption d'une nouvelle ambition pour le développement durable.

DIRECTION DU PNUE

ÉQUIPE DE DIRECTION DU PNUE



ACHIM STEINER

Directeur exécutif du PNUE et Sous-secrétaire général des Nations Unies



IBRAHIM THIAW

Directeur exécutif adjoint du PNUE et Sous-secrétaire général adjoint des Nations Unies



ELLIOT HARRIS

Directeur, Bureau de New York et Sous-secrétaire général adjoint des Nations Unies



MICHELE CANDOTTI

Chef, Bureau exécutif et conseiller principal au directeur exécutif



JACQUELINE MCGLADE

Directrice, Division de l'évaluation et de l'alerte précoce (DEWA)



ELIZABETH MREMA

Directrice, Division du droit environnemental et de l'information (DELIC)



LIGIA NORONHA

Directrice, Division de la technologie, de l'industrie et de l'économie (DTIE)



THERESA PANUCCIO

Directrice, Bureau des opérations et des services internes



NAYSÁN SAHBA

Directeur, Division de la communication et de l'information (DCPI)



METTE LØYCHE WILKIE

Directrice, Division de la mise en œuvre des politiques environnementales (DEPI)

DIRECTEURS RÉGIONAUX



IYAD ABUMOGHLI

Bureau régional pour l'Asie de l'Ouest



PATRICIA J. BENEKE

Bureau régional pour l'Amérique du Nord



JAN DUŠÍK

Bureau régional pour l'Europe



LEO HEILEMAN

Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes



JULIETTE BIAO KOUDENOUKPO

Bureau régional pour l'Afrique



KAVEH ZAHEDI

Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique

MEMBRES DE DROIT DE L'ÉQUIPE DE DIRECTION



MUNYARADZI CHENJE

Directeur, Bureau d'appui régional



JORGE LAGUNA-CELIS

Secrétaire, par intérim, Secrétariat des Organes directeurs et des parties prenantes

